

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 7 december 2021.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 28 januari 2022.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,
Z. DEMIR

Nota

(1) *Zitting 2021-2022*

Documenten:

- Voorstel van decreet : 1108 – Nr. 1
- Tekst aangenomen door de plenaire vergadering : 1108 – Nr. 2
- Handelingen - Bespreking en aanneming: Vergadering van 26 januari 2022.

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/20181]

28 JANVIER 2022. — Décret modifiant l'article 4.3.3 du Décret sur l'Énergie du 8 mai 2009, en ce qui concerne le délai maximal pendant lequel le gestionnaire du réseau peut agir en tant que fournisseur de dernier ressort (1)

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

DÉCRET modifiant l'article 4.3.3 du Décret sur l'Énergie du 8 mai 2009, en ce qui concerne le délai maximal pendant lequel le gestionnaire du réseau peut agir en tant que fournisseur de dernier ressort

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière régionale.

Art. 2. Dans l'article 4.3.3 du Décret sur l'Énergie du 8 mai 2009, inséré par le décret du 16 novembre 2018 et modifié par les décrets des 30 octobre 2020 et 28 octobre 2021, la phrase « Le Gouvernement flamand peut définir la période maximale, qui ne peut pas dépasser soixante jours, pendant laquelle le gestionnaire du réseau peut agir comme fournisseur de dernier ressort pour ces clients et le Gouvernement flamand peut également fixer les modalités sous lesquelles celui-ci accomplit cette tâche. » est remplacée par les phrases « La période de fourniture de dernier ressort ne dépasse pas soixante jours pour les clients non-résidentiels et douze mois pour les clients résidentiels. Le Gouvernement flamand peut limiter ces périodes maximales et peut également fixer les modalités sous lesquelles les gestionnaires du réseau effectueront la tâche de fournisseur de dernier ressort. ».

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 7 décembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 28 janvier 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents :

- Proposition de décret : 1108 – N° 1
- Texte adopté en séance plénière : 1108 – N° 2
- Annales - Discussion et adoption : Séance du 26 janvier 2022.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/22852]

15 DECEMBRE 2021. — Décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE I^{er}. — MECANISMES D'AIDE AUX SECTEURS SUITE AUX INONDATIONS
DE JUILLET 2021**

CHAPITRE 1^{er}. — Mesures dans le secteur de la Culture

Article 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1. opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui bénéficie à ce titre d'une reconnaissance ou d'un soutien de la Communauté française;

2. politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1^o, 3^o à 6^o, 8^o, 10^o et 13^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Les opérateurs culturels bénéficiaires d'une subvention pluriannuelle qui se trouvent dans l'impossibilité, lors de l'année 2021 ou 2022, de respecter les conditions d'octroi ou de liquidation relatives au volume ou à la qualité des activités soutenues conservent le bénéfice de l'intégralité leur subvention aux conditions cumulatives :

1. d'être dans l'impossibilité de respecter les conditions précitées en conséquence directe ou indirecte des inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021;

2. d'avoir maintenu au maximum possible l'activité visée par la subvention en ayant, le cas échéant, assuré la rémunération des prestataires artistiques et techniques de la Communauté française dont les activités ont été annulées, trouvé des modalités alternatives d'action ou en ayant profité de la période pour mettre des actions ou activités de soutien aux populations touchées, ou tout autre forme d'activité interne ou externe à l'opérateur en conformité avec le but social visé par la subvention;

3. de joindre au dossier des justificatifs annuels une demande de dérogation mettant en évidence :

- a. les conditions qui n'ont pas pu être remplies;
- b. les dates ou la période pendant laquelle ces conditions n'ont pas pu être remplies;
- c. les raisons pour lesquelles ces conditions n'ont pas pu être remplies;
- d. la part de la subvention éventuellement non justifiée par des dépenses éligibles.

Pour autant que l'opérateur concerné remplisse les conditions de l'alinéa 1^{er}, la part non justifiée de la subvention peut être affectée, lors d'un exercice ultérieur couvert par la subvention pluriannuelle et au plus tard le 31 décembre 2023, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles il est soutenu, en ce compris des activités de relance.

Art. 3. Le Gouvernement est autorisé à octroyer, en 2021 et en 2022, aux conditions qu'il fixe, des subventions extraordinaires aux opérateurs culturels dont les activités ont été impactées par les inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

Les subventions prévues par l'alinéa 1^{er} peuvent couvrir, pour autant qu'ils ne soient pas déjà couverts par une assurance ou par les subventions conservées en vertu de l'article 2 :

1. la restauration de biens culturels mobiliers ou la reconstitution de collections détruites;
2. les frais de réparation ou de remplacement du matériel touché;
3. les frais de relocalisation temporaire des activités de l'opérateur;
4. les frais de remise en état des infrastructures touchées;
5. les frais supplémentaires de réouverture partielle ou de réorientation des activités;
6. les pertes de recettes;
7. l'organisation d'activités de soutien aux populations touchées.

CHAPITRE 2. — Mesures pour l'Accueil temps libre

Section 1^{re}. — Centres de vacances et écoles de devoirs

Art. 4. Par dérogation aux articles 10 à 13 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances et aux articles 12 et 13 de son arrêté d'application du 17 mars 2004, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 6 soient remplies.

Art. 5. Par dérogation aux articles 17 et 18 du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et à l'article 8 de son arrêté d'application du 25 juin 2004, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 6 soient remplies.

Art. 6. Les demandeurs introduisent une demande de dérogation via un formulaire en ligne mis à disposition par l'ONE, démontrant que :

- a. l'impossibilité de réaliser une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention est une conséquence directe des inondations;
- b. le montant du maintien de la subvention est justifié par des charges réelles supportées par l'opérateur;
- c. les frais déclarés pour le maintien de la subvention ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation auprès des assurances ou d'un fonds de solidarité.

Les demandeurs introduisent une déclaration sur l'honneur du respect de ces conditions et conservent les documents justificatifs à disposition de l'ONE.

Art. 7. Le calcul des subventions pour la période couverte par la dérogation se base sur les données de la même période en 2019. Si le bénéficiaire n'a pas perçu de subvention en 2019 ou que les activités organisées en 2019 ne sont pas comparables aux activités 2021, il peut faire valoir par tout moyen de preuve le montant qu'il aurait dû percevoir si ses activités s'étaient déroulées normalement.

Art. 8. Pour les écoles de devoirs, les demandes couvrent au cas par cas la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'à la réhabilitation des lieux d'accueil sinistrés et la reprise complète des activités. Elles sont limitées au 31 décembre 2021, sauf situation exceptionnelle dûment motivée.

Pour les centres de vacances, les demandes couvrent au cas par cas les activités préalablement déclarées à l'ONE pour la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'au plus tard le 31 août 2021.

Art. 9. Les demandes des centres de vacances concernent l'exercice comptable 2021 et peuvent être introduites jusqu'au 31 décembre 2021. Les demandes des écoles de devoirs concernent l'exercice comptable 2022 et peuvent être introduites jusqu'au 31 mars 2022.

Section 2. — Accueil extrascolaire

Art. 10. Par dérogation aux articles 22 à 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, le demandeur qui se trouve dans l'impossibilité de respecter les conditions fixées pour l'octroi et la liquidation des subventions conserve le bénéfice de celles-ci pour autant que les conditions visées à l'article 11 soient remplies.

Art. 11. Les demandeurs introduisent une demande de dérogation via un formulaire en ligne mis à disposition par l'ONE, démontrant que :

- a. l'impossibilité de réaliser une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention est une conséquence directe des inondations
- b. le montant du maintien de la subvention est justifié par des charges réelles supportées par le demandeur;
- c. les frais déclarés pour le maintien de la subvention ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation auprès des assurances ou d'un fonds de solidarité.

Les demandeurs introduisent une déclaration sur l'honneur du respect de ces conditions et conservent les documents justificatifs à disposition de l'ONE.

Art. 12. Le calcul des subventions pour la période couverte par la dérogation se base sur les données de la même période en 2019. Si le bénéficiaire n'a pas perçu de subvention en 2019 ou que les activités organisées en 2019 ne sont pas comparables aux activités 2021, il peut faire valoir par tout moyen de preuve le montant qu'il aurait dû percevoir si ses activités s'étaient déroulées normalement

Art. 13. Les demandes couvrent au cas par cas la période à partir du 13 juillet 2021 jusqu'à la réhabilitation des lieux d'accueil sinistrés et la reprise complète des activités. Elles seront limitées au 31 décembre 2021, sauf situation exceptionnelle dûment motivée.

Art. 14. Les demandes concernant l'exercice comptable 2021 peuvent être introduites jusqu'au 31 décembre 2021. Les demandes concernant l'exercice comptable 2022 (4^e trimestre 2021 pour l'AES de type 1) peuvent être introduites jusqu'au 31 mars 2022.

CHAPITRE 3. — Mesures liées au Sport

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention exceptionnelle aux bénéficiaires renseignés à l'alinéa 2 pour l'achat de matériel sportif en vue de remplacer le matériel détruit ou détérioré lors des inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

Les bénéficiaires de la subvention sont :

1. les fédérations sportives, les fédérations sportives non compétitives, la fédération sportive handisport, les associations sportives multidisciplinaires et l'association sportive handisport de loisirs reconnues par la Communauté française, telles que visées par l'article 1^{er}, 11^o, 12^o, 13^o, 14^o et 15^o, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;
2. les cercles tels que définis à l'article 1^{er}, 8^o, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;
3. les centres sportifs et les associations parascolaires dépendant directement des établissements d'enseignement relevant de la Communauté française ou subventionnés par celle-ci pour autant que leurs activités sportives soient organisées en dehors des programmes de cours et dans le cadre du programme des associations visées respectivement aux articles 27 et 28 du décret du 3 mai 2019, précité;
4. les administrations publiques de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi que les associations dépendant d'elles, directement ou indirectement, pour l'équipement des installations sportives dont elles sont propriétaires ou gestionnaires;
5. les associations chargées de la gestion d'installations sportives créées en partenariat par des pouvoirs publics ou des institutions de droit public de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Les bénéficiaires renseignés à l'alinéa 2 doivent démontrer que le lieu d'entreposage du matériel détruit ou détérioré est situé sur le territoire d'une commune sinistrée renseignée dans l'une des arrêtés du Gouvernement wallon suivants :

1. l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;
2. l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 juillet au 16 juillet 2021;
3. l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

§ 2. Le montant de la subvention est fixé à septante-cinq pour cent du prix réel du matériel ou du prix du matériel tel que déterminé par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif.

S'agissant des demandes introduites par la fédération sportive handisport et l'association sportive handisport de loisirs ainsi que les cercles qui leur sont affiliés, le montant de la subvention pour l'acquisition de matériel destiné à la pratique sportive pour les personnes handicapées, est fixé à nonante pour cent du prix réel du matériel ou du prix du matériel tel que déterminé par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif.

La demande de subvention ne peut pas porter sur du matériel ayant déjà fait l'objet d'une aide publique postérieure au 14 juillet 2021 ou ayant été remboursé par l'assurance du bénéficiaire dans le cadre de l'indemnisation découlant des inondations des 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

§ 3. La subvention porte exclusivement sur l'acquisition de matériel directement destiné à la pratique d'une discipline sportive.

§ 4. Ne sont pas éligibles dans le cadre de la subvention :

1. les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consommables ou d'une utilisation de courte durée;

2. les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs;

3. le matériel à finalité sécuritaire. Le défibrillateur externe automatique de catégorie 1, tel que défini à l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 21 avril 2007 fixant les normes de sécurité et les autres normes applicables au défibrillateur externe automatique utilisé dans le cadre d'une réanimation, n'est pas considéré comme étant du matériel à finalité sécuritaire dans le cadre du présent article;

4. les frais de transport, de montage et de fixation du matériel;

5. le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement.

Art. 16. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier de la subvention visée à l'article 15, les bénéficiaires doivent répondre aux conditions suivantes :

1. apporter la preuve que le matériel remplacé ou à remplacer a été détruit suite aux inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021;

2. ne pas poursuivre de but lucratif;

3. avoir leur siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4. tenir une comptabilité régulière;

5. disposer d'installations présentant toutes les garanties de sécurité, permettant de pratiquer valablement la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et avoir des activités régulières dans cette ou ces disciplines ainsi qu'un nombre suffisant de pratiquants;

6. disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;

7. n'utiliser le matériel sportif subventionné qu'aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention;

8. accepter le contrôle des installations visées aux alinéas 4° et 5° et celui de l'utilisation du matériel subventionné par les fonctionnaires désignés par la Ministre;

9. s'engager à assurer le matériel objet de la subvention contre la perte, le vol et la destruction;

10. joindre une déclaration sur l'honneur selon laquelle le matériel faisant l'objet de la subvention n'a pas fait l'objet d'une aide publique ou d'une indemnisation par une assurance.

§ 2. Les bénéficiaires peuvent introduire leur demande de subvention jusqu'au 31 décembre 2022.

Art. 17. A l'appui de sa demande de subvention, le bénéficiaire joint une liste détaillée du matériel objet de la demande ainsi qu'une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs consultés. Chaque offre précisera outre les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que tous les éléments constitutifs du prix de revient tels que le transport, la ristourne éventuelle consentie par le fournisseur. Seront fournis, selon le cas, tous les documents préparés en vue de la passation du marché public si le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Si l'achat de matériel sportif a déjà été réalisé, le bénéficiaire joint la facture d'achat de ce matériel.

CHAPITRE 4. — Mesures dans le secteur de l'Accueil de la petite enfance

Art. 18. Dans l'arrêté du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, titre III, chapitre II, une section 3/2 est insérée et intitulée « mesure de maintien des subventions et d'indemnité dans le cadre des inondations du mois de juillet 2021 » et l'ajout d'un article 104/2 rédigé comme suit :

« § 1^{er} Lorsque la crèche qui bénéficie du droit au subside d'accessibilité ou le milieu d'accueil de type pré-gardiennat ou maison communale d'accueil de l'enfance autorisé et subventionné sur la base de l'arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil a été dans l'incapacité de poursuivre son activité en raison des inondations survenues durant le mois de juillet 2021, l'ONE, durant le temps de la suspension d'activité et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, poursuit le subventionnement des membres du personnel sur base du forfait individualisé pour autant que ces derniers restent à charge de leur employeur et assimile les journées d'absence des enfants à des journées de présence sur base des contrats d'accueil et avec une participation financière nulle.

§ 2 Lorsqu'au sein d'un service d'accueil d'enfants, des lieux d'accueil ont dû temporairement fermer en raison des intempéries durant le mois de juillet 2021, l'ONE, durant le temps de la fermeture et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, poursuit le subventionnement du personnel salarié sur la base du forfait individualisé pour autant que ce dernier reste à charge de son employeur et assimile pour l'octroi de l'indemnité d'accueil aux accueillantes conventionnées autorisées sur base de l'arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, les journées d'absence des enfants à des journées de présence effective sur la base des contrats d'accueil avec une participation financière nulle, déduction faite des éventuelles interventions de l'Onem dans le cadre du statut social des accueillantes conventionnées.

§ 3. Lorsqu'un milieu d'accueil subventionné augmente sa capacité autorisée pour accueillir des enfants habituellement confiés à un milieu d'accueil sinistré, subventionné ou non et géré par un autre pouvoir organisateur, l'ONE peut, sur demande et après examen, accroître à due concurrence la capacité subventionnée de manière temporaire, durant la suspension d'activité du milieu d'accueil sinistré et pour une période maximale du début des inondations au 31 décembre 2021.

§ 4. Lorsque la crèche sans subside ou avec un droit au subside de base ou lorsque l'accueillante d'enfants indépendante a été dans l'incapacité de poursuivre son activité en raison des inondations survenues durant le mois de juillet 2021, l'ONE verse, durant la période d'inactivité et jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, une indemnité de 20 euros par jour et par enfant sur base des contrats d'accueil au pouvoir organisateur, pour autant que les journées d'absence des enfants n'aient pas été facturées aux parents ou remboursées avant la demande à introduire par le pouvoir organisateur selon les modalités déterminées par l'ONE.

§ 5. La participation financière parentale ne peut être facturée aux parents si le milieu d'accueil bénéficiant de l'aide visée aux paragraphes 1, 2 et 4 a été dans l'impossibilité d'assurer son activité d'accueil et doit, si elle a été payée anticipativement, être remboursée aux parents.

§ 6. Les mesures de maintien des subventions et d'indemnités visées aux paragraphes 1, 2 et 4 ne sont octroyées que si la fermeture du milieu d'accueil est temporaire et si le pouvoir organisateur reprend son activité dès qu'il peut offrir des conditions d'accueil conformes à la réglementation. La reprise des activités doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2021.

§ 7. Pour l'application des §§ 3 et 4, le Gouvernement arrête les moyens complémentaires accordés à l'ONE. »

CHAPITRE 5. — *Gel du comptage dans les établissements d'enseignement obligatoire touchés par les inondations*

Art. 19. Le Gouvernement peut décider d'immuniser, pour l'année scolaire 2021-2022, dans chaque cas de force majeure lié aux inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021, tout comptage de population scolaire à la baisse au 30 septembre ou au 1^{er} octobre 2021 tel que visé aux articles 3^{ter}, §1^{er}, 27, 39, §1^{er}, 42, § 1^{er} du Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, à l'article 5, § 2, 3 et 4 du Décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi qu'aux articles 22, §1^{er}, alinéa 1^{er} et 23 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Toutefois, dans les communes de Trooz, Limbourg, Pepinster, Theux, Esneux-Tilff, Chaudfontaine et Rochefort, cette immunisation est automatique.

CHAPITRE 6. — *Bâtiments scolaires*

Art. 20. Le présent dispositif a pour objet de déterminer les conditions d'octroi des financements exceptionnels octroyés aux pouvoirs organisateurs afin de permettre la remise en état des bâtiments scolaires et de leurs équipements et/ou la prise de mesure permettant le maintien de l'offre d'enseignement, suite aux dégâts engendrés par les inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

Art. 21. Les demandes de financements exceptionnels soumis dans le cadre du présent dispositif doivent répondre aux critères d'éligibilités suivants :

1. viser des bâtiments scolaires. Par bâtiments scolaires, il faut entendre tout bâtiment scolaire de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement de promotion sociale, ou bâtiment hébergeant des centres psycho-médico-sociaux ou des internats et home d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française;

2. pour les demandes liées à des travaux pérennes sur l'infrastructure, le pouvoir organisateur doit disposer d'un droit réel sur le bâtiment visé;

3. le bâtiment scolaire visé a été, directement ou indirectement, touché par les inondations du mois de juillet 2021.

Par « touché indirectement », il faut entendre être affecté dans l'organisation de son enseignement par les inondations, et ce pour ce qui concerne des problèmes :

- D'impétrants;

- Touchant d'autres bâtiments mais qui étaient utilisés par les écoles et qui sans leur remplacement ne permettent plus à l'établissement concerné d'assurer ses cours;

- Dus à des mouvements de population scolaire qui rendent indispensable une location de classes modulaires ou de locaux supplémentaires, des travaux d'aménagement, etc.).

4. les bâtiments scolaires visés, doivent être situés dans l'une des communes listées dans les textes réglementaires suivants, ou dans le cas d'un bâtiment situé dans une commune non listée, doit faire l'objet d'un accord du Gouvernement pour être éligible :

- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021;

- A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

5. s'il s'agit de travaux, les travaux visés sont :

- Des travaux d'aménagements;

- Des travaux visant les abords;

- Consistant à remettre l'infrastructure dans un état fonctionnel permettant le maintien de l'offre d'enseignement, et ce selon les règles de l'art et en attente de travaux plus structurels.

6. s'il s'agit de mobilier ou d'équipement, sont visés :

- Le mobilier scolaire et administratif (banc, armoire, tableau, chaises, jeux, matériel pédagogique, ...);

- L'équipement informatique à usage scolaire;

- L'équipement pédagogique (matériel d'atelier technique).

7. les dépenses soumises au financement ne sont pas entièrement éligibles à la prise en charge de l'assurance du pouvoir organisateur et/ou tout autre mécanisme d'aide;

8. les dépenses soumises respectent la législation sur les marchés publics.

Art. 22. Les dépenses éligibles au présent dispositif sont les suivantes :

1. Tous travaux d'aménagement ou de remise aux normes indispensables au maintien de l'ouverture de l'établissement concerné ou au maintien de son offre d'enseignement dans des conditions de sécurité, confort et hygiène acceptables, en ce compris des travaux d'abords, dans le respect de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux;

2. Tous travaux d'aménagement de locaux aux fins de les rendre fonctionnels pour une utilité d'enseignement, même si ces locaux ne se trouvent pas dans un bâtiment initialement prévu à usage scolaire;

3. Tous travaux de démolition d'infrastructure dont le maintien présente des risques de sécurité;

4. Toute location de locaux complémentaires ou de modules, et ce jusqu'au 15 juillet 2022 au plus tard;

5. Toute location (hors entretien de celle-ci) de techniques spéciales temporaires installées en vue de pallier l'indisponibilité des installations classiques du bâtiment (ex : chaufferie temporaire externe) ainsi que ses moyens d'alimentation (ex : citerne, groupe électrogène, ...) à l'exclusion du combustible et de matériel nécessaire au maintien de la sécurité et/ou de l'hygiène sur le site de l'établissement (étançons, déshumidificateur, ...);

6. Toute visite de contrôle réalisée par un service agréé interne ou externe, visant à émettre un rapport sur l'état du bâtiment, son hygiène, la qualité de l'air, sa sécurité, etc.;

7. Toute mesure à prendre afin de répondre aux recommandations reprises dans les rapports visés au point précédent pour autant que les remarques du rapport soient la conséquence des inondations et non une situation préexistante;

8. Tout remplacement de mobilier ou équipement détruit;

9. Tout frais de réparation du mobilier ou équipement endommagé;

10. Tout marché de service ayant permis de remettre l'établissement en état fonctionnel (nettoyage, consultance technique, ...).

Art. 23. Le Gouvernement arrête le taux de financement.

Art. 24. Les dossiers à charge du présent dispositif doivent être introduits selon les modalités arrêtées par le Gouvernement au plus tard le 30 juin 2022.

Art. 25. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction et de liquidation des dossiers.

CHAPITRE 7. — Jeunesse

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention exceptionnelle dans la limite des crédits budgétaires disponibles aux opérateurs visés au paragraphe 2 qui ont été impactés par les intempéries et/ou inondations survenues les 14, 15, 16 et 24 juillet 2021 afin de les soutenir dans l'achat de matériel et d'équipements techniques ou didactiques qui auraient été détruits ou détériorés par les inondations.

§ 2. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont :

1. les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2. les maisons de jeunes visées à l'article 3 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations;

3. les centres de rencontres et d'hébergement visés à l'article 4 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations;

4. les centres d'information de jeunes visés à l'article 6 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 3. Dans le cadre d'une demande de subvention visée au paragraphe 1^{er}, les opérateurs visés au paragraphe 2 fournissent les documents permettant d'attester et d'estimer les pertes financières. Elles contiennent au minimum tout élément démontrant la destruction ou la détérioration du matériel ou de l'équipement visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la véracité des données transmises. Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire.

§ 4. Sous réserve des pièces justificatives visées au paragraphe 3, la subvention peut couvrir au maximum la totalité des dépenses relatives à l'achat de matériel et d'équipements techniques ou didactiques qui auraient été détruits ou détériorés par les inondations. Le montant de la subvention est déterminé selon les critères suivants :

1. les crédits budgétaires disponibles;

2. l'impact des dégâts des inondations sur l'organisation des activités de l'opérateur.

Le Gouvernement est habilité à déterminer des critères supplémentaires à ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

La demande de subvention ne peut pas porter sur du matériel ou de l'équipement ayant déjà fait l'objet d'une aide publique postérieure au 14 juillet 2021 ou ayant été remboursé par l'assurance du bénéficiaire dans le cadre de l'indemnisation découlant des inondations des 14, 15, 16 et 24 juillet 2021.

§ 5. Les subventions visées au paragraphe 1^{er} sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

1. une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée lors de l'adoption de l'arrêté de subvention;

2. une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des documents justificatifs des achats réalisés.

Art. 27. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la procédure et les conditions permettant aux opérateurs visés au paragraphe 2 de déroger aux conditions d'octroi et de liquidation de leur subvention. Le cas échéant, la part éventuellement non justifiée de la subvention pourra être affectée, lors d'un exercice ultérieur et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles les opérateurs sont subventionnés.

§ 2. Les opérateurs visés au paragraphe 1^{er} sont :

1. les organisations de jeunesse agréées visées à l'article 3 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2. les groupements reconnus conformément à l'article 36 du même décret;

3. les maisons de jeunes visées à l'article 3 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations;

4. les centres de rencontres et d'hébergement visés à l'article 4 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations;

5. les centres d'information de jeunes visés à l'article 6 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 3. Pour bénéficier de la dérogation visée au paragraphe 1^{er}, les opérateurs visés au paragraphe 2 doivent justifier une des raisons suivantes :

1. avoir connu une perturbation ou une interruption de ses activités en raison des inondations des 14, 15, 16 et 24 juillet 2021, en raison de sa présence dans une commune visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 14, 15, 16 et 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

2. avoir dû interrompre ses activités en raison de l'absence d'au moins 1/3 de ses travailleurs, pour autant que ceux-ci soient domiciliés dans une commune visée par l'arrêté visé au littéra précédent.

TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA CULTURE

CHAPITRE 1. — Dispositions relatives aux Centres d'expression et de créativité

Art. 28. Par dérogation aux articles 14 et 15 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, le Gouvernement accorde, à compter de l'exercice 2021 et jusqu'à l'échéance de leur reconnaissance, les subventions prévues à l'article 30, 4^o, du même décret aux Centres d'expression et de créativité qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1. l'association a introduit, entre 2016 et 2019, une demande de reconnaissance d'un objectif spécifique mentionné à l'article 14 du décret précité;

2. l'organe consultatif compétent a remis un avis positif sur cette demande;

3. la reconnaissance de l'objectif spécifique a été refusée exclusivement pour des motifs d'insuffisance des crédits budgétaires;

4. l'association a confirmé par écrit son engagement à poursuivre cet objectif spécifique pour la durée restante de sa reconnaissance, aux conditions prévues à l'article 14 du décret précité.

CHAPITRE 2. — Dispositions relatives à la Lecture publique

Art. 29. Dans l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les mots « de la catégorie et » sont abrogés.

CHAPITRE 3. — Dispositions relatives au secteur muséal

Art. 30. A l'article 1^{er} du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal, il est inséré un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o Groupe scolaire : groupe constitué d'élèves et des personnes qui les encadrent participant à une visite organisée par un établissement d'enseignement maternel, primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce compris les internats et les homes d'accueil. »

Art. 31. L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le musée de la Communauté française ainsi que les musées et pôles muséaux, reconnus ou bénéficiaires de l'une des aides définies au chapitre 5, offrent l'accès gratuit :

1. à tous les visiteurs, le premier dimanche de chaque mois;

2. aux groupes scolaires, dans les cas et selon le calendrier et les modalités arrêtés par le Gouvernement en conformité avec les objectifs, stratégies et priorité du parcours d'éducation culturelle et artistique.

La gratuité du prix d'entrée pour les groupes scolaires ouvre le droit à une compensation financière accordée selon des modalités arrêtées par le Gouvernement, à condition de proposer lors des visites concernées une médiation culturelle conforme aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique. »

CHAPITRE 4. — Dispositions relatives à la Commission des Seniors

Art. 32. Dans l'article 4 du décret du 26 mai 2011 instaurant la Commission des Seniors de la Communauté française, les mots « la mission visée à l'article 3, 1^o » sont remplacés par les mots « les missions visées à l'article 3 ».

Dans l'article 6 du même décret, le 1^o est complété par les mots « en proportion des subventions qui lui sont accordées en vertu de l'article 7 ».

CHAPITRE 5. — Dispositions relatives au cinéma

Art. 33. Dans le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, l'article 45, §2 dernier alinéa est complété par ce qui suit « selon que les dépenses éligibles portent sur l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée ou sur une nouvelle œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 46, 1^o à 4^o ».

Art. 34. Dans l'article 47, §1^{er}, 1^o du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit :

« Pour l'application du présent alinéa, les achats et locations payants à l'acte de l'œuvre audiovisuelle sur un service télévisuel non-linéaire diffusé sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale sont assimilés à des entrées en salles de cinéma. »

Art. 35. Dans l'article 51, §3 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les mots « locations à l'acte » sont remplacés par les mots « achats et locations payants à l'acte ».

TITRE III. — DISPOSITIONS BUDGETAIRES

CHAPITRE 1. — Disposition relatives à la centralisation de la trésorerie de St'Art

Art. 36. L'article 18 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent article s'applique également à la S.A. St'Art. ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à la création d'un service à comptabilité autonome pour les infrastructures non-scolaires*

Art. 37. Le Service général du Patrimoine et de la Gestion Immobilière du Secrétariat général, constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Gouvernement.

Art. 38. Le Service Administratif à Comptabilité Autonome du Service général du Patrimoine et de la Gestion Immobilière du Secrétariat général, dispose des ressources suivantes :

1. toute dotation arrêtée par le Gouvernement à charge du budget général des dépenses;
2. des produits de aliénations et locations des biens gérés par le SACA;
3. des transferts en provenance du SACA urgence et redéploiement;
4. de tout produit divers, tel que notamment les donations ou legs.

CHAPITRE 3. — *Disposition relative aux fonds budgétaires*

Art. 39. Dans l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, les fonds visés aux points suivants sont supprimés :

1. ligne 3 : fonds des actions communautaires;
2. ligne 21 : fonds de l'édition du livre (B)
3. ligne 22 : Fonds pour l'octroi de prêts aux libraires ou aux associations de librairies (B)
4. ligne 28 : Fonds de prêts au personnel en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (C)
5. ligne 34 : Fonds des prêts d'études (C)
6. ligne 58 : Fonds d'intervention des Fonds européens – Enseignement à distance (B)
7. ligne 64 : Fonds du délégué général aux droits de l'enfant

CHAPITRE 4. — *Prolongation du dispositif de dérogation aux règles et conditions de liquidation des subventions*

Art. 40. À l'article 2, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 1 du 7 avril 2020 permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 confirmé par le décret du 12 novembre 2020, les termes « et jusqu'au 31 décembre 2021 pour les liquidations de soldes de subventions fixées en 2021 » sont remplacés par « , jusqu'au 31 décembre 2021 pour les liquidations de soldes de subventions fixées en 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022 pour les liquidations de soldes de subventions fixées en 2022 ».

Art. 41. À l'article 16 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires, les termes « ou 2021 » sont remplacés par « , 2021 ou 2022 » et les termes « 31 décembre 2022 » par « 31 décembre 2023 »

TITRE IV. — *DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT*

CHAPITRE 1. — *Plaisir d'apprendre*

Art. 42. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux communes situées en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale pour l'organisation d'activités de remédiation et de soutien scolaire couplées à des activités sportives ou culturelles à destination des élèves de la 6ème primaire à la 5ème secondaire.

En région bilingue de Bruxelles-Capitale, seuls les élèves scolarisés dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont concernés par ces activités.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire*

Art. 43. Dans le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'article 2 de l'annexe « Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire », les modifications suivantes sont apportées :

1. les termes « 60 euros » sont remplacés par les termes « 120 euros »;
2. les termes « 30 euros » sont remplacés par les termes « 60 euros ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire*

Art. 44. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'article 3, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Ces droits d'inscription doivent impérativement être versés au moyen d'un virement bancaire avant la fin de la période d'inscription du titre visé. Une fois versés, ils sont restitués uniquement dans le cas d'un refus d'inscription ou dans un cas de force majeure ».

Art. 45. Dans le même arrêté, à l'article 6, les modifications suivantes sont apportées :

1. les termes « 30 euros » sont remplacés par les termes « 120 euros »;
2. les termes « 15 euros » sont remplacés par les termes « 60 euros ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions à prendre dans le cadre de l'octroi de subventions de fonctionnement aux Pôles Territoriaux pour l'année scolaire 2022-2023*

Art. 46. Dans le cadre de la phase de création des pôles territoriaux lors du premier quadrimestre de l'année scolaire 2022-2023, préalablement aux dotations ou subventions visées à l'article 6.2.5-6 du Code de l'enseignement fondamental et secondaire chargés de soutenir les écoles d'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, une avance sous forme d'une prime forfaitaire unique est octroyée à chaque pouvoir organisateur de l'école siège pour la prise en charge de ses frais de fonctionnement.

Cette prime peut être sollicitée auprès des Services du Gouvernement dès que le Gouvernement s'est prononcé par arrêté sur la création du pôle territorial et, au plus tard, avant le 1^{er} octobre de l'année scolaire 2022-2023.

Le montant de cette prime forfaitaire unique est fixé à 0,465 € par élève inscrit dans les écoles d'enseignement ordinaire coopérantes du pôle territorial.

Les montants des forfaits ainsi octroyés sont déduits du montant visé à l'article 6.2.5-3. du Code de l'enseignement fondamental et secondaire.

TITRE V. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

Art. 47. Dans le décret du 16 avril 1991 relatif à l'organisation de l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un article 112bis, rédigé comme suit :

« Art. 112bis. Les membres du personnel qui occupent une fonction enseignante ou une fonction de sélection ou de promotion à prestations complètes, à l'exclusion des directeurs, sont indemnisés pour l'utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée au titre de remboursement de frais propres à l'employeur, sauf s'ils bénéficient déjà d'une telle indemnité en application des articles 6 et 20 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.

Cette indemnisation leur est octroyée selon les mêmes modalités et conditions que celles prévues aux articles 6, § 2, alinéa 2, et 20, § 2, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019 précité.

TITRE VI. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX BATIMENTS SCOLAIRES

Art. 48. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°19 du 4 juin 2020 relatif au plan sanitaire dans les bâtiments scolaires dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 tel que confirmé par le Décret du 9 décembre 2020 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°19 du 4 juin 2020 relatif au plan sanitaire dans les bâtiments scolaires dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

TITRE VII. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

CHAPITRE 1. — *Des conseillers pour la réforme de la Formation initiale des Enseignants*

Art. 49. À l'article 47, §§ 1^{er} et 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les mots « à 2021 » sont remplacés par les mots « à 2022 ».

Art. 50. A l'article 48 du même décret-programme les mots « au cours des trois prochaines années académiques » sont remplacés par les mots « au cours des six prochaines années académiques ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.*

Art. 51. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1^{er}, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « En 2022, un montant de 3.900.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. ».

2. au § 2, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « En 2022, un montant de 9.100.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5 et 7. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 52. A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« En 2022, un montant de 7.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4 et 6. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions relatives aux études d'ingénieur architecte*

Art. 53. Dans l'article 29 de loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, il est inséré un § 3sexies libellé comme suit :

« Durant les années 2021 à 2024, du montant de la partie variable obtenue par application des §§ 2 et 4, chaque année, un maximum de 200.000 euros sont réservés pour réaligement du financement 2017 à 2020 des études d'ingénieur architecte depuis leur intégration à l'université, au financement prévu pour le domaine d'études des sciences de l'ingénieur et technologie tel que prévu à l'article 28.

Le montant annuel est liquidé avec la dernière tranche mensuelle de l'allocation de l'année concernée, le premier en janvier 2022. ».

Art. 54. Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'article 159 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots « hors l'année diplômante de bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte et le master : ingénieur civil architecte, » sont insérés entre les mots « sauf pour ceux inscrits dans le domaine des sciences de l'ingénieur » et les mots « qui sont multipliés par 1,68. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions relatives aux études de sciences médicales et dentaires*

Art. 55. A l'alinéa 3 de l'article 9 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les mots « du groupe B » sont remplacés par les mots « du groupe B (1^{er} cycle hors année diplômante) et du groupe C (année diplômante du 1^{er} cycle) ».

Art. 56. A l'article 10 du même décret, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Les étudiants inscrits intervenant pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa précédent sont les étudiants régulièrement inscrits finançables au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études. ».

CHAPITRE 6. — *Introduction des demandes d'inscription des étudiants non-résidents en vue de l'année académique 2022-2023*

Art. 57. Par dérogation aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, en vue de l'année académique 2022-2023, l'introduction des demandes d'inscription dans l'un des cursus visés aux articles 3 et 7 du même décret, à l'exception des cursus en sciences médicales et en sciences dentaires, est effectuée par voie électronique selon les modalités fixées par chacune des institutions universitaires et hautes écoles concernées.

TITRE VIII. — *DISPOSITIONS RELATIVES A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

CHAPITRE 1. — *Du refinancement de la Recherche*

Art. 58. À l'article 21septies du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1. il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. A partir de l'année budgétaire 2022, un montant de 1.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des paragraphes 2 et 3.

A partir de l'année budgétaire 2023, le montant prévu à l'alinéa 1^{er} est indexé conformément à l'article 9bis. »

2. dans le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et au §3/1 »;

3. dans le paragraphe 4, alinéa 4, les mots « et au §3/1 » sont insérés entre les mots « sur une proposition de répartition du financement visé au §3 » et les mots « sur base des critères pondérés suivants : »;

Art. 59. L'article 18/5 du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« A partir de 2022, un montant de 300.000 euros est ajouté à la subvention obtenue en application des alinéas 2 et 3.

A partir de 2023, ce montant est adapté à la variation de l'indice santé des prix à la consommation calculée selon la formule : Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice santé de janvier 2022. ».

Art. 60. L'article 1^{er} du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« A partir de l'année 2022, un montant additionnel 2.300.000 d'euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.

A partir de l'année 2023, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. »

CHAPITRE 2. — *Diverses mesures relatives à la recherche*

Art. 61. L'article 47 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux Bâtiments scolaires, aux Fonds budgétaires, à la Santé, à l'enseignement supérieur, à la Recherche, au Sport, aux Hôpitaux universitaires, au Personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE, est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'année 2022, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les fonds FRIA et FRESH et les universités via les fonds FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2021 sur base des alinéas 5 et 6.

A partir de l'année 2023, en dérogation aux dispositions des alinéas 5 et 6, le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 est réparti entre les FRIA et FRESH et les universités via les FSR et ARC selon une répartition identique à celle effectuée en 2022 et la quote-part du montant revenant à chaque fonds est ajoutée aux crédits de chacun des articles de base du budget général des dépenses de la Communauté française dédiés respectivement aux FRIA, FRESH, ARC et FSR ».

Art. 62. Dans l'article 33 du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « et les doctorants de dernière année » sont insérés entre les mots « les chercheurs post-doctorants » et les mots « dont les recherches ».

2. à l'alinéa 3, les mots « le 1^{er} juin 2022 » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2022 »;
3. à l'alinéa 4, les mots « avant le 31 décembre 2022 » sont remplacés par les mots « avant le 31 mars 2023 ».

Art. 63. Dans le même décret-programme, il est inséré un article 34/1 rédigé comme suit :

« Article 34/1. Si le montant qui lui a été alloué en application de l'article 33 n'a pas été entièrement épuisé pour soutenir les chercheurs post-doctorants dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie, l'université bénéficiaire peut utiliser le solde pour soutenir ses doctorants de dernière année dans les conditions énoncées à l'article 34/2.

Le soutien consiste exclusivement au financement de prolongation d'une bourse d'une durée de trois mois maximum pour les doctorants de dernière année qui bénéficient d'une bourse émanant de l'université et dont la fin se situerait entre le 1^{er} février 2022 et le 31 décembre 2022. Les doctorants de dernière année sous contrat de travail qui viendrait à échéance entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022 pourraient également bénéficier d'une prolongation de leur contrat de maximum 3 mois.

Les prolongations seront justifiées par rapport à des retards résultant directement de la crise sanitaire, comme notamment :

1. des missions sur le terrain ou missions internationales annulées;
2. un travail de laboratoire ou une collecte de données empêché ou retardé;
3. une garde du ou des enfants sous 12 ans lors de la fermeture des garderies et des écoles;
4. une interruption temporaire de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire, et évaluées par les conseils de recherche des Universités sur base de l'avis remis les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse »;
5. une interruption temporaire de l'activité de recherche pour soutenir l'organisation d'activités d'enseignement en distanciel.

Art. 64. Dans le même décret-programme, il est inséré un article 34/2 rédigé comme suit :

« Chaque université organise un appel à candidatures pour ses doctorants de dernière année afin de déterminer l'attribution des moyens restants qui lui sont alloués.

Dans le cadre de l'appel à candidatures, le doctorant en dernière année expose :

1. en quoi et comment sa recherche a été affectée par la crise;
2. la durée de prolongation de sa bourse, laquelle ne peut excéder trois mois.

Le Conseil de recherche examine les différentes propositions reçues et émet un avis motivé sur la demande qu'il remet au Conseil d'administration de son université qui prendra la décision d'octroi ou de refus pour chacune d'entre elles.

Le doctorant de dernière année dispose d'un délai de 10 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la notification de la décision pour introduire, le cas échéant, une réclamation auprès du Conseil d'administration. La réclamation doit mettre en avant les éléments qui, selon lui, n'ont pas été pris en considération par le Conseil d'administration et qui seraient de nature à modifier la décision. Aucun élément neuf ne peut cependant être apporté dans le cadre de la réclamation.

Le Conseil d'administration dispose d'un délai de 15 jours pour confirmer ou modifier sa décision ».

TITRE IX. — DISPOSITIONS RELATIVES AU SPORT

Art. 65. Dans le chapitre IV du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, il est inséré une section III bis intitulée « De la subvention susceptible de servir la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française ».

Art. 66. Dans la section III bis, insérée par l'article 65, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Art. 42/1. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, accorder des subventions à une fédération sportive reconnue par la Communauté française en vue de favoriser l'organisation de, ou la participation à, des activités sportives représentatives à caractère international susceptibles de servir la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française, telles que l'organisation de championnats européens ou mondiaux qui seraient organisés en tout ou en partie en Communauté française.

Par fédération sportive reconnue par la Communauté française, l'on entend la fédération sportive visée par l'article 1^{er}, 11^o du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française.

Le Gouvernement détermine le calcul et les modalités d'octroi de la subvention. »

TITRE X. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA JEUNESSE

Art. 67. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions dans le cadre d'un appel à projets aux groupes locaux de mouvements de jeunesse, tels que visés à l'article 2, 14^o, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

L'appel à projet portera sur l'amélioration des infrastructures des groupes locaux de mouvements de jeunesse afin d'améliorer la qualité et la capacité de l'accueil de séjour.

La subvention portera, en tout ou en partie, sur le montant des travaux projetés selon les règles fixées dans l'appel à projets.

Les subventions seront réparties en prenant en considération les critères suivants :

1. L'amélioration de la qualité et/ou de la capacité d'accueil;
2. Le coût global estimé des travaux;
3. L'impact environnemental du projet envisagé.

§ 2. Cette subvention annuelle d'un montant maximal de 20.000 euros par projet est accordée pour les années 2022 et 2023.

Les subventions visées aux paragraphes 1^{er} sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

1. une première tranche, correspondant à 70% du montant de la subvention, est versée après présentation du contrat conclu entre le bénéficiaire et l'entreprise de travaux;

2. une seconde tranche, correspondant à 30% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives attestant de la réalisation des travaux.

§ 3. Dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe 1^{er}, les groupes locaux de mouvements de jeunesse fournissent au minimum les documents suivants :

1. un descriptif détaillé des aménagements et infrastructures envisagés;
2. une prévision budgétaire.

Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire. »

Art. 68. § 1 Le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles aux opérateurs visés au §3 qui connaissent des difficultés financières suite à la crise sanitaire de la COVID-19 durant la période comprise entre le 4 décembre 2021 et le 27 février 2022.

§2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours de l'année 2022 et dans les conditions fixées par le Gouvernement.

§3. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont les centres de rencontres et d'hébergement agréés en vertu l'article 4 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

TITRE XI. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROMOTION DE LA SANTE

Art. 69. L'article 2, § 2, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE » est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les programmes de médecine préventive relatifs aux dépistages néonataux des anomalies congénitales et de la surdité et aux vaccinations ».

Art. 70. Le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française est abrogé.

TITRE XII. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'INFORMATIQUE ADMINISTRATIVE

Art. 71. À l'article 1^{er}, 2^o, alinéa 2, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), il est inséré un f), rédigé comme suit : « f) Les services du Parlement de la Communauté française »

TITRE XIII. — DISPOSITION RELATIVE AUX MAISONS DE JUSTICE

Art. 72. Le Gouvernement rembourse, au lieu de prestation, une partie des frais engendrés par l'application du Code du bien-être au travail du 28 avril 2017, Livre 1^{er}, Titre 4 « Mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs » et Livre IX « Protection collective et équipement individuel » et qui sont directement liés à l'activité du justiciable sur le lieu de prestation, dans le cadre de l'exécution de la peine de travail et du travail d'intérêt général.

Le Gouvernement arrête les modalités du remboursement des frais exposés à l'alinéa 1^{er}.

TITRE XIV. — DISPOSITION RELATIVE A LA STRATEGIE DE GENERALISATION DE L'UTILISATION DE DETECTEURS DE CO² DANS L'ENSEIGNEMENT

Art. 73. Le Gouvernement peut allouer aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de l'enseignement de promotion sociale, ainsi qu'aux universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts, en fonction des moyens budgétaires disponibles, un soutien dans l'acquisition de détecteurs de CO₂.

Les montants sont accordés sous la forme d'un droit de tirage, calculé sur base d'un montant forfaitaire par tranche de population scolaire. Les modalités de calcul peuvent varier selon les niveaux et types d'enseignement selon les priorités que le Gouvernement aura identifiées au regard de la situation sanitaire.

L'octroi du subside se fera après réalisation ou engagement à réaliser une analyse de risque par le conseiller ou les services de prévention compétents et, sur remise des preuves d'achat du matériel visé à l'alinéa précédent. Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire.

TITRE XV. — ENTREE EN VIGUEUR

Art. 74. - Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 à l'exception :

Du chapitre 5 du titre I qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2021;

Du chapitre 6 du titre I qui produit ses effets le 1^{er} novembre 2021;

Du chapitre 2 du titre III qui produit ses effets à la date de sanction du présent décret;

Du chapitre 3 du titre III qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023;

Du titre V et du titre XIV qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 317-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, n° 317-2. – Avis présenté au nom de la commission de l'Education, n° 317-3. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 317-4. – Avis présenté au nom de la commission des Affaires générales, des Relations internationales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du Gouvernement, n° 317-5 - Amendements en commission, n° 317-6. - Rapport de commission, n° 317-7. – Texte adopté en commission, n° 317-8. – Amendement(s) en séance, n° 317-9 - Texte adopté en séance plénière, n° 317-10

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 15 décembre 2021

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22852]

15 DECEMBER 2021. — Programmadecreet houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — STEUNMECHANISMEN VOOR DE SECTOREN NA DE OVERSTROMINGEN VAN JULI 2021

HOOFDSTUK 1. — Maatregelen in de culturele sector

Artikel 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1. culturele operator: elke natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteiten passen in het kader van het cultuurbeleid en die als dusdanig de erkenning of de steun van de Franse Gemeenschap geniet;
2. het cultuurbeleid : het beleid dat door de Franse Gemeenschap wordt gevoerd op cultureel gebied, bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 6°, 8°, 10° en 13°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

Art. 2. Culturele operatoren die een meerjarige subsidie genieten en die in 2021 of 2022 niet kunnen voldoen aan de toekenning- of liquidatievoorwaarden met betrekking tot de omvang of de kwaliteit van de ondersteunde activiteiten, behouden het voordeel van hun volledige subsidie onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1. niet aan bovengenoemde voorwaarden te kunnen voldoen als direct of indirect gevolg van de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021;
2. de door de subsidie gedekte activiteit maximaal te hebben gehandhaafd door, in voorkomend geval, de bezoldiging te verzekeren van de artistieke en technische dienstverleners van de Franse Gemeenschap wier activiteiten werden geannuleerd, door alternatieve actiemiddelen te vinden of door van de periode gebruik te maken om acties of activiteiten op te zetten ten gunste van de getroffen bevolkingsgroepen, of elke andere vorm van activiteit binnen of buiten de onderneming van de operator die in overeenstemming is met de door de subsidie gedekte sociale doelstelling;

3. bij de jaarlijkse bewijsstukken een verzoek om afwijking te voegen waarin wordt gewezen op :

- a. voorwaarden waaraan niet kon worden voldaan;
- b. de datums waarop of de periode waarin niet aan deze voorwaarden kon worden voldaan;
- c. de redenen waarom niet aan deze voorwaarden kon worden voldaan;
- d. elk deel van de subsidie dat niet door subsidiabele uitgaven wordt gerechtvaardigd.

Voor zover de betrokken operator aan de voorwaarden van het eerste lid voldoet, kan het niet-verantwoorde deel van de subsidie in een volgend door de meerjarige subsidie gedekt begrotingsjaar en uiterlijk op 31 december 2023 worden gebruikt voor uitgaven die bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten waarvoor de subsidie wordt verleend, met inbegrip van hervattingsactiviteiten.

Art. 3. De regering wordt gemachtigd om in 2021 en in 2022, onder de voorwaarden die zij vaststelt, buitengewone subsidies toe te kennen aan de culturele operatoren wier activiteiten werden getroffen door de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021.

De in lid 1 bedoelde subsidies kunnen, voor zover zij niet reeds gedekt zijn door verzekeringen of door subsidies die krachtens artikel 2 worden gehandhaafd, betrekking hebben op :

1. de restauratie van roerende cultuurgoederen of de wederopbouw van vernietigde collecties;
2. de kosten van reparatie of vervanging van de betrokken apparatuur;
3. de kosten van de tijdelijke verplaatsing van de activiteiten van de operator;
4. de kosten voor het herstel van de getroffen infrastructuur;
5. extra kosten voor gedeeltelijke heropening of herschikking van de activiteiten;
6. inkomstenderving;
7. de organisatie van activiteiten ter ondersteuning van de getroffen bevolkingsgroepen.

HOOFDSTUK 2. — *Maatregelen voor de opvang tijdens de vrije tijd**Afdeling 1. — Vakantiecentra en huiswerkscholen*

Art. 4. In afwijking van de artikelen 10 tot 13 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra en de artikelen 12 en 13 van zijn uitvoeringsbesluit van 17 maart 2004, behouden de aanvragers die niet kunnen voldoen aan de voorwaarden die zijn vastgesteld voor de toekenning en de betaling van de subsidies, het voordeel van deze subsidies voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 6 vervuld zijn.

Art. 5. In afwijking van de artikelen 17 en 18 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de ondersteuning van huiswerkscholen en van artikel 8 van zijn uitvoeringsbesluit van 25 juni 2004, behouden de aanvragers die niet kunnen voldoen aan de voorwaarden die zijn vastgesteld voor de toekenning en de betaling van subsidies, het voordeel van deze subsidies voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 6 zijn vervuld.

Art. 6. Aanvragers dienen een verzoek om afwijking in via een onlineformulier dat door ONE beschikbaar wordt gesteld, en tonen aan dat:

- a. de onmogelijkheid om te voldoen aan een of meer van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie een rechtstreeks gevolg is van de overstromingen;
- b. het bedrag van de voortgezette subsidie gerechtvaardigd is door de daadwerkelijk door de operator gemaakte kosten;
- c. de gedeclareerde kosten voor de instandhouding van de subsidie niet het voorwerp zijn van een vordering uit hoofde van een verzekering of bij een solidariteitsfonds.

De aanvragers dienen een verklaring op ere in dat zij aan deze voorwaarden voldoen, en houden de bewijsstukken ter beschikking van ONE.

Art. 7. De berekening van de subsidies voor de periode waarop de afwijking betrekking heeft, is gebaseerd op de gegevens voor dezelfde periode in 2019. Indien de begunstigde in 2019 geen subsidie heeft ontvangen of indien de in 2019 georganiseerde activiteiten niet vergelijkbaar zijn met de activiteiten in 2021, kan hij met elk bewijsmiddel aanspraak maken op het bedrag dat hij had moeten ontvangen indien zijn activiteiten normaal hadden plaatsgevonden.

Art. 8. Voor huiswerkscholen hebben de aanvragen, per geval, betrekking op de periode van 13 juli 2021 tot het herstel van de beschadigde opvangruimten en de volledige hervatting van de activiteiten. Zij worden beperkt tot 31 december 2021, behalve in uitzonderlijke toestanden die met redenen moeten worden omkleed.

Voor vakantiecentra hebben de aanvragen, voor elk geval, betrekking op de activiteiten die eerder bij ONE zijn aangegeven voor de periode van 13 juli 2021 tot uiterlijk 31 augustus 2021.

Art. 9. Aanvragen van vakantiecentra hebben betrekking op het begrotingsjaar 2021 en kunnen worden ingediend tot en met 31 december 2021. Aanvragen van huiswerkscholen hebben betrekking op het begrotingsjaar 2022 en kunnen worden ingediend tot en met 31 maart 2022.

Afdeling 2. — Buitenschoolse opvang

Art. 10. In afwijking van de artikelen 22 tot 26 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de kinderopvang tijdens de vrije tijd en de steun voor buitenschoolse opvang, behoudt de aanvrager die niet kan voldoen aan de voorwaarden die zijn vastgesteld voor de toekenning en de betaling van de subsidies, het voordeel van de subsidies voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 11 zijn vervuld.

Art. 11. Aanvragers dienen via een door ONE ter beschikking gesteld onlineformulier een aanvraag om afwijking in, waarin zij aantonen dat:

- a. de onmogelijkheid om te voldoen aan een of meer van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie een rechtstreeks gevolg van de overstromingen is;
- b. het bedrag van de voortgezette subsidie gerechtvaardigd wordt door de werkelijk door de aanvrager gemaakte kosten;
- c. de gedeclareerde kosten voor de instandhouding van de subsidie niet het voorwerp zijn van een vordering uit hoofde van een verzekering of bij een solidariteitsfonds.

De aanvragers dienen een beëdigde verklaring in dat zij aan deze voorwaarden voldoen, en houden de bewijsstukken ter beschikking van ONE.

Art. 12. De berekening van de subsidies voor de periode waarop de afwijking betrekking heeft, wordt gebaseerd op de gegevens voor dezelfde periode in 2019. Indien de begunstigde in 2019 geen subsidie heeft ontvangen of de in 2019 georganiseerde activiteiten niet vergelijkbaar zijn met de activiteiten in 2021, kan hij met elk bewijsmiddel aanspraak maken op het bedrag dat hij had moeten ontvangen indien zijn activiteiten normaal hadden plaatsgevonden.

Art. 13. De aanvragen hebben, per geval, betrekking op de periode van 13 juli 2021 tot het herstel van de getroffen opvangvoorzieningen en de volledige hervatting van de activiteiten. Zij zullen beperkt zijn tot 31 december 2021, behalve in uitzonderlijke toestanden die met redenen moeten worden omkleed.

Art. 14. Aanvragen voor het boekjaar 2021 kunnen worden ingediend tot 31 december 2021. Aanvragen voor het boekjaar 2022 (4e kwartaal 2021 voor de buitenschoolse opvang van type 1) kunnen worden ingediend tot 31 maart 2022.

HOOFDSTUK 3. — *Sportgerelateerde maatregelen*

Art. 15. § 1. De regering kan aan de in lid 2 genoemde begunstigden een uitzonderlijke subsidie toekennen voor de aankoop van sportuitrusting ter vervanging van de uitrusting die tijdens de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021 is vernield of beschadigd.

De begunstigden van de subsidie zijn :

1. de sportfederaties, de niet-competitieve sportfederaties, de federatie voor gehandicaptensport, de multidisciplinaire sportverenigingen en de federatie voor vrijetijdssport met een handicap die door de Franse Gemeenschap zijn erkend, zoals bedoeld in artikel 1, 11°, 12°, 13°, 14° en 15°, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

2. kringen zoals gedefinieerd in artikel 1, 8°, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

3. de sportcentra en buitenschoolse verenigingen die rechtstreeks afhangen van de onderwijsinstellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren of door deze laatste worden gesubsidieerd, voor zover hun sportactiviteiten worden georganiseerd buiten het leerplan en in het kader van het programma van de verenigingen bedoeld respectief in de artikelen 27 en 28 van het voornoemde decreet van 3 mei 2019;

4. de overheidsbesturen van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, alsmede de verenigingen die rechtstreeks of onrechtstreeks van hen afhangen voor de uitrusting van de sportinstallaties die zij bezitten of beheren;

5. verenigingen die belast zijn met het beheer van sportaccommodaties die in partnerschap zijn opgericht door overheden of instellingen van publiek recht in het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

De in lid 2 genoemde begunstigden moeten aantonen dat de plaats van opslag van het vernielde of beschadigde materieel gelegen is op het grondgebied van een door een ramp getroffen gemeente die in een van de volgende besluiten van de Waalse regering wordt genoemd :

1. het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

2. het besluit van de Waalse regering van 26 augustus 2021 tot uitbreiding van het geografisch gebied van de openbare natuurramp in verband met de overstromingen van 14 juli tot en met 16 juli 2021;

3. het besluit van de Waalse regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt.

§ 2. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op 75% van de werkelijke prijs van de uitrusting of van de prijs van de uitrusting zoals bepaald in artikel 6 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportuitrusting.

Wat betreft de aanvragen van de federatie voor gehandicaptensport en van de vrijetijdsvereniging voor gehandicapte sportbeoefenaars alsmede van de daarbij aangesloten kringen, wordt het bedrag van de subsidie voor de aankoop van uitrusting voor de beoefening van gehandicaptensport vastgesteld op negentig procent van de reële prijs van de uitrusting of van de prijs van de uitrusting zoals bepaald in artikel 7 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportuitrusting.

De subsidieaanvraag mag geen betrekking hebben op materieel waarvoor na 14 juli 2021 reeds overheidssteun is verleend of dat door de verzekering van de begunstigde is vergoed in het kader van de schadevergoeding naar aanleiding van de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021.

§ 3. de subsidie is uitsluitend bestemd voor de aanschaf van uitrusting die rechtstreeks bestemd is voor de beoefening van een sportdiscipline.

§ 4 Niet in aanmerking voor de subsidie komen :

1. uitrustingen en toebehoren die door hun aard verbruiksartikelen zijn of een korte levensduur hebben;
2. persoonlijke uitrusting of uitrusting die als zodanig wordt beschouwd, van sportbeoefenaars;
3. apparatuur om veiligheidsdoeleinden. De automatische externe defibrillator van categorie 1, zoals gedefinieerd in artikel 1, 2° van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot vaststelling van de veiligheidsnormen en andere normen die van toepassing zijn op de automatische externe defibrillator die wordt gebruikt in het kader van een reanimatie, wordt in het kader van dit artikel niet beschouwd als uitrusting om veiligheidsdoeleinden;
4. de kosten van vervoer, montage en bevestiging van het materiaal;
5. evaluatie en follow-up trainingsmateriaal.

Art. 16. § 1. Om voor de in artikel 15 bedoelde subsidie in aanmerking te komen, moeten de begunstigden aan de volgende voorwaarden voldoen:

1. het bewijs leveren dat de apparatuur die wordt vervangen of zal worden vervangen, is vernield als gevolg van de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021;
2. geen winsttoegmerk hebben;
3. hun zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
4. regelmatig een boekhouding bijhouden;
5. over faciliteiten beschikken die alle waarborgen bieden voor de veiligheid, waardoor de sport(en) waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, doeltreffend kan (kunnen) worden beoefend en er regelmatig activiteiten in deze discipline(s) plaatsvinden, alsmede over een voldoende aantal deelnemers;
6. over lokalen beschikken waar de sportuitrusting veilig en in goede staat kan worden bewaard;
7. de gesubsidieerde sportuitrusting uitsluitend gebruiken voor de doeleinden en onder de voorwaarden die in de subsidieaanvraag zijn vermeld;
8. de controle van de installaties bedoeld in het vierde en vijfde lid en de controle van het gebruik van de gesubsidieerde uitrusting door de door de Minister aangewezen ambtenaren aanvaarden;
9. zich ertoe verbinden de door de subsidie gedekte uitrusting te verzekeren tegen verlies, diefstal en vernietiging;
10. een verklaring op ere bijvoegen dat voor het materieel waarvoor de subsidie wordt toegekend, geen overheidssteun of verzekeringsvergoeding is toegekend.

§ 2 Begunstigden kunnen tot 31 december 2022 een subsidieaanvraag indienen.

Art. 17. Ter staving van zijn subsidieaanvraag voegt de begunstigde een gedetailleerde lijst bij van het materieel waarvoor de aanvraag wordt ingediend, alsmede een of meer prijsopgaven van de geraadpleegde leveranciers. In elke aanbieding moeten, naast de technische kenmerken van de uitrusting, de prijs per eenheid, het percentage van de belasting over de toegevoegde waarde en alle elementen die de kostprijs vormen, zoals het vervoer en elke door de

leverancier toegekende korting, worden vermeld. Alle documenten die zijn voorbereid voor de gunning van de overheidsopdracht worden, in voorkomend geval, verstrekt indien de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Als de aankoop van sportuitrusting reeds heeft plaatsgevonden, moet de begunstigde de aankoopfactuur van deze uitrusting bijvoegen.

HOOFDSTUK 4. — *Maatregelen in de sector van de opvang van jonge kinderen*

Art. 18. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 van de regering van de Franse Gemeenschap houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, titel III, hoofdstuk II, wordt een afdeling 3/2 ingevoegd met als titel "subsidie instandhouding en compensatiemaatregel in het kader van de overstromingen in juli 2021" en wordt een artikel 104/2 toegevoegd, luidend als volgt :

§ 1 Wanneer het kinderdagverblijf dat recht heeft op de toegankelijkheidssubsidie of het peuterspeelruimte-type opvangmilieu of het gemeentelijke centrum voor kinderopvang dat erkend en gesubsidieerd is op grond van het besluit van 27 februari 2003 houdende het algemeen reglement van de kinderopvangmilieus, zijn activiteit niet heeft kunnen voortzetten ten gevolge van de overstromingen die zich in juli 2021 hebben voorgedaan, tijdens de periode van opschorting van de activiteiten en uiterlijk tot 31 december 2021, blijft ONE de personeelsleden subsidiëren op basis van de geïndividualiseerde vaste prijs, op voorwaarde dat zij ten laste van hun werkgever blijven, en behandelt ONE de dagen van afwezigheid van de kinderen als dagen van aanwezigheid op basis van de opvangovereenkomsten en met een nul financiële bijdrage.

§ 2 Wanneer de kinderopvangfaciliteiten van een dienst voor kinderopvang in de maand juli 2021 tijdelijk hebben moeten sluiten wegens slechte weersomstandigheden, blijft ONE gedurende de sluiting en uiterlijk tot 31 december 2021 het bezoldigde personeel subsidiëren op basis van het geïndividualiseerde forfaitaire bedrag zolang dit ten laste van de werkgever blijft, en wordt ONE voor de toekenning van de toelage voor kinderopvang gelijkgesteld met de erkende werknemers in de kinderopvang die zijn erkend op basis van het besluit van 27 februari 2003 houdende het algemeen reglement van de kinderopvangmilieus, de dagen van afwezigheid van de kinderen in dagen van effectieve aanwezigheid op basis van de pleegzorgovereenkomsten met een nul financiële participatie, na aftrek van de eventuele tussenkomsten van Onem in het kader van het sociaal statuut van de erkende pleegzorgers.

§ 3. Wanneer een gesubsidieerde kinderopvangvoorziening haar toegestane capaciteit uitbreidt om kinderen op te vangen die normaal worden toevertrouwd aan een al dan niet gesubsidieerde overstromde kinderopvangvoorziening die door een andere inrichtende macht wordt beheerd, kan ONE, op verzoek en na onderzoek, de gesubsidieerde capaciteit tijdelijk uitbreiden, tijdens de opschorting van de activiteit van de overstromde kinderopvangvoorziening en voor een maximumperiode vanaf het begin van de overstromingen tot en met 31 december 2021.

§ 4. Indien het kinderdagverblijf zonder subsidie of met recht op de basissubsidie of de zelfstandige kinderopvangverzorger haar activiteit niet heeft kunnen voortzetten wegens de overstromingen in juli 2021, betaalt ONE gedurende de periode van inactiviteit en uiterlijk tot en met 31 december 2021 20 euro per dag en per kind op basis van de opvangovereenkomsten aan de inrichtende macht, op voorwaarde dat de dagen van afwezigheid van de kinderen niet aan de ouders in rekening zijn gebracht of zijn terugbetaald vóór het verzoek dat door de inrichtende macht moet worden ingediend overeenkomstig de door ONE vastgestelde nadere regels.

§ 5. De financiële bijdrage van de ouders mag niet ten laste van de ouders worden gebracht indien de zorginstelling die op grond van de paragrafen 1, 2 en 4 steun ontvangt, niet in staat is geweest zorg te verlenen en moet, indien zij vooruitbetaald is, aan de ouders worden terugbetaald.

§ 6. De in de paragrafen 1, 2 en 4 bedoelde maatregelen tot behoud van de subsidies en vergoedingen worden slechts verleend indien de sluiting van het opvangmilieu tijdelijk is en de inrichtende macht haar activiteiten hervat zodra zij opvang kan bieden in overeenstemming met de regelgeving.

§ 7. Voor de toepassing van de §§ 3 en 4 bepaalt de regering de aanvullende middelen die aan ONE worden toegekend."

HOOFDSTUK 5. — *Bevriezing van de telling in door overstromingen getroffen instellingen voor leerplichtonderwijs*

Art. 19. De regering kan beslissen om voor het schooljaar 2021-2022, in elk geval van overmacht dat verband houdt met de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021, een uitzondering te maken op de eventuele neerwaartse telling van de schoolbevolking op 30 september of 1 oktober 2021 zoals bedoeld in de artikelen 3ter, §1, 27, 39, §1, 42, §1 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling, Artikel 5, § 2, 3 en 4 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, het onderwijs en de begeleiding van leerlingen die de taal van het onderwijs niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, alsook de artikelen 22, § 1, eerste paragraaf en 23 van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. In de gemeenten Trooz, Limbourg, Pepinster, Theux, Esneux-Tilff, Chaudfontaine en Rochefort is deze vergoeding echter automatisch.

HOOFDSTUK 6. — *Schoolgebouwen*

Art. 20. Met deze bepaling wordt beoogd de voorwaarden vast te stellen voor de toekenning van een buitengewone financiering aan de inrichtende machten om het herstel van de schoolgebouwen en de uitrusting daarvan mogelijk te maken en/of maatregelen te treffen om de continuïteit van het onderwijs te waarborgen, naar aanleiding van de schade die is veroorzaakt door de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021.

Art. 21. Aanvragen voor uitzonderlijke financiering die in het kader van deze regeling worden ingediend, moeten aan de volgende subsidiëeringscriteria voldoen :

1. zich richten op schoolgebouwen. Onder schoolgebouwen verstaan we elk schoolgebouw voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs met beperkt leerplan, niet-universitair hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, of een gebouw waarin psycho-medisch-sociale centra of internaten en opvangmilieu voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, secundair onderwijs en hoger onderwijs zijn ondergebracht, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2. voor aanvragen met betrekking tot permanente infrastructuurwerken moet de inrichtende macht een reëel recht op het betrokken gebouw hebben;

3. het betrokken schoolgebouw is direct of indirect getroffen door de overstromingen van juli 2021.

“Indirect getroffen” betekent getroffen worden in de organisatie van zijn onderwijs door de overstromingen, en dit met betrekking tot problemen in verband met :

- grondleidingen;
- andere gebouwen die door scholen werden gebruikt en zonder hun vervanging de betrokken school niet langer in staat stellen haar lessen te verstrekken;
- als gevolg van verschuivingen in de schoolbevolking die het nodig maken om modulaire klaslokalen of extra lokalen te huren, inrichtingswerken, enz.

4. de betrokken schoolgebouwen moeten gelegen zijn in een van de gemeenten die in de volgende regelgevende teksten worden opgesomd, of, in het geval van een gebouw dat gelegen is in een gemeente die niet in de lijst is opgenomen, het voorwerp uitmaken van de goedkeuring van de regering om in aanmerking te komen :

- in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

- in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 26 augustus 2021 tot uitbreiding van het geografisch gebied van de openbare natuurramp in verband met de overstromingen van 14 juli tot en met 16 juli 2021;

- In artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend.

5. in het geval van werken, zijn de betrokken werken :

- inrichtingswerken;
- werken aan de omgeving;
- Het gaat erom de infrastructuur in een functionele staat te brengen zodat het onderwijsaanbod kan worden gehandhaafd, overeenkomstig de regels van het vak en in afwachting van meer structurele werken.

6. in het geval van meubilair en uitrusting, omvat dit :

- school- en administratief meubilair (banken, kasten, schoolborden, stoelen, spelletjes, didactisch materiaal, enz.);
- computerapparatuur voor gebruik op school;
- pedagogisch materiaal (technisch workshopmateriaal).

7. de ter financiering ingediende uitgaven komen niet volledig in aanmerking voor de verzekeringsdekking van de inrichtende macht en/of andere steunmechanismen;

8. uitgaven die onderworpen zijn aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

Art. 22. De in aanmerking komende uitgaven voor dit mechanisme zijn de volgende :

1. Alle inrichtings- of herinrichtingswerken die noodzakelijk zijn om de opening van de betrokken inrichting te handhaven of om haar onderwijsaanbod in aanvaardbare omstandigheden van veiligheid, comfort en hygiëne te houden, met inbegrip van werken aan de omgeving, met inachtneming van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 tot vaststelling van de regels die de noodzaak van nieuwe constructies of uitbreidingen bepalen en van de fysieke en financiële normen voor schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra;

2. Alle inrichtingswerken in lokalen om ze geschikt te maken voor onderwijsdoeleinden, zelfs als deze lokalen zich niet in een oorspronkelijk voor schoolgebruik bestemd gebouw bevinden;

3. Sloopwerken aan infrastructuur waarbij het onderhoud van de infrastructuur een veiligheidsrisico inhoudt;

4. Eventuele huur van bijkomende lokalen of modules tot uiterlijk 15 juli 2022;

5. De huur (exclusief onderhoud) van speciale tijdelijke technieken die zijn geïnstalleerd ter compensatie van de onbeschikbaarheid van de traditionele installaties van het gebouw (bv. tijdelijk extern ketelhuis), alsmede van de voorzieningsbronnen (bv. tankwagen, generator, enz.), met uitzondering van brandstof en materiaal dat noodzakelijk is om de veiligheid en/of de hygiëne op het terrein van de inrichting te handhaven (rekwisieten, ontvochtiger, enz.);

6. Elk inspectiebezoek dat wordt uitgevoerd door een erkende interne of externe dienst om een verslag op te stellen over de staat van het gebouw, de hygiëne, de luchtkwaliteit, de veiligheid, enz.;

7. Eventuele maatregelen die moeten worden genomen om gevolg te geven aan de aanbevelingen in de in het vorige punt bedoelde verslagen, op voorwaarde dat de opmerkingen in het verslag het gevolg zijn van de overstromingen en niet van een reeds bestaande toestand;

8. Elke vervanging van vernield(e) meubilair of uitrusting;

9. Alle kosten voor het herstellen van beschadigd(e) meubilair of apparatuur;

10. Elke dienstovereenkomst die het mogelijk heeft gemaakt de inrichting weer in bedrijf te nemen (schoonmaak, technisch advies, enz.).

Art. 23. De regering stelt het financieringspercentage vast.

Art. 24. De dossiers die voor deze regeling in aanmerking komen, moeten uiterlijk op 30 juni 2022 volgens de door de regering vastgestelde procedures worden ingediend.

Art. 25. De regering stelt de procedures voor de indiening en regeling van zaken vast.

HOOFDSTUK 7. — *Jeugd*

Art. 26. § 1. De regering kan binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een uitzonderlijke subsidie toekennen aan de in paragraaf 2 bedoelde operatoren die door het slechte weer en/of de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021 zijn getroffen, om hen te steunen bij de aankoop van technisch of didactisch materiaal en uitrusting die door de overstromingen zouden zijn vernield of in kwaliteit achteruitgegaan

§ 2. De operatoren die in aanmerking komen voor een uitzonderlijke subsidie zijn :

1. erkende jeugdorganisaties en groeperingen die zijn erkend overeenkomstig het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties;

2. de jeugdhuizen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, jeugdcentra en jongereninformatiecentra, en hun federaties;

3. de ontmoetings- en verblijfscentra bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, jeugdcentra en jongereninformatiecentra, en hun federaties;

4. de jongereninformatiecentra bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, jeugdcentra en jongereninformatiecentra, en hun federaties.

§ 3. In het kader van de in paragraaf 1 bedoelde subsidieaanvraag verstrekken de in paragraaf 2 bedoelde operatoren de nodige documenten om de financiële verliezen te certificeren en te ramen. Zij bevatten ten minste elk bewijs van de vernietiging of verslechtering van het materiaal of de uitrusting, bedoeld in het eerste lid, alsmede een verklaring op ere dat de overgelegde gegevens waarheidsgetrouw zijn. De documenten moeten via een formulier bij de administratie worden ingediend.

§ 4. Onder voorbehoud van de in paragraaf 3 bedoelde bewijsstukken kan de subsidie ten hoogste alle uitgaven dekken voor de aanschaf van technisch of educatief materiaal en uitrusting die door de overstromingen zijn vernield of beschadigd. Het bedrag van de subsidie wordt bepaald aan de hand van de volgende criteria :

1. beschikbare begrotingskredieten;
2. de gevolgen van de overstromingsschade voor de organisatie van de activiteiten van de operator.

De regering is gemachtigd aanvullende criteria vast te stellen naast de in lid 1 bedoelde criteria.

De subsidieaanvraag mag geen betrekking hebben op materiaal of uitrusting waarvoor na 14 juli 2021 reeds overheidssteun is verleend of die door de verzekering van de begunstigde zijn vergoed in het kader van de schadevergoeding ten gevolge van de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde subsidies worden uitbetaald in twee schijven die als volgt worden vastgesteld :

1. een eerste schijf, overeenkomend met 80% van het bedrag van de subsidie, wordt betaald bij de aanneming van het subsidiebesluit;
2. een tweede schijf, overeenkomend met 20% van het bedrag van de subsidie, wordt betaald na verificatie en validering van de bewijsstukken voor de gedane aankopen.

Art. 27. § 1. De regering bepaalt de procedure en de voorwaarden die de in lid 2 bedoelde operators in staat stellen af te wijken van de voorwaarden voor de toekenning en de betaling van hun subsidie. In voorkomend geval kan een niet-gerechtvaardigd deel van de subsidie in een volgend begrotingsjaar en uiterlijk tot en met 31 december 2022 worden bestemd voor uitgaven die bijdragen tot de verwezenlijking van de taken waarvoor de operators worden gesubsidieerd.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde operators zijn :

1. erkende jeugdorganisaties als bedoeld in artikel 3 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en de subsidieverlening aan jeugdorganisaties;
2. groepen die erkend zijn overeenkomstig artikel 36 van hetzelfde decreet;
3. de jeugdcentra bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, centra voor jongerenhuisvesting en centra voor jongereninformatie, en hun federaties;
4. de ontmoetings- en verblijfscentra bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, jeugd- en verblijfscentra en jongereninformatiecentra, alsmede van hun federaties;
5. de jongereninformatiecentra bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongereninformatiecentra, jongerenverblijfscentra en jongereninformatiecentra, alsmede van hun federaties.

§ 3. Om voor de in lid 1 bedoelde afwijking in aanmerking te komen, moeten de in lid 2 bedoelde operators een van de volgende redenen aanvoeren

1. een verstoring of onderbreking van zijn activiteiten te hebben ondervonden ten gevolge van de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021, wegens haar aanwezigheid in een gemeente die valt onder het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen van 14, 15, 16 en 24 juli 2021 worden erkend als natuurramp van algemeen belang en de geografische omvang ervan wordt afgebakend;
2. zijn werken hebben moeten onderbreken wegens de afwezigheid van ten minste 1/3 van zijn werknemers, mits deze werknemers woonachtig zijn in een gemeente als bedoeld in het in de vorige littera bedoelde besluit.

TITEL II. — BEPALINGEN INZAKE CULTUUR

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen voor Centra voor expressie en creativiteit*

Art. 28. In afwijking van de artikelen 14 en 15 van het decreet van 30 april 2009 betreffende het toezicht op en de subsidiëring van de federaties van artistieke amateurpraktijken, de representatieve federaties van expressie- en creativiteitscentra en de centra van expressie en creativiteit, kent de regering vanaf het begrotingsjaar 2021 en tot aan het verstrijken van hun erkenning, de in artikel 30, 4^o, van hetzelfde decreet bedoelde subsidies toe aan de Centra voor expressie en creativiteit die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1. de vereniging heeft tussen 2016 en 2019 een aanvraag ingediend tot erkenning van een specifieke doelstelling als bedoeld in artikel 14 van bovengenoemd decreet;
2. het bevoegde adviesorgaan heeft een positief advies over de aanvraag uitgebracht;
3. de erkenning van de specifieke doelstelling is uitsluitend geweigerd op grond van ontoereikende begrotingskredieten;
4. de vereniging heeft schriftelijk bevestigd dat zij zich ertoe verbindt dit specifieke doel te blijven nastreven tijdens de resterende geldigheidsduur van haar erkenning, onder de voorwaarden van artikel 14 van bovengenoemd decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende openbare lectuurvoorziening*

Art. 29. In artikel 27, § 1, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "van de categorie en" opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende de museumsector*

Art. 30. In artikel 1 van het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° Schoolgroep : een groep leerlingen en hun begeleiders die deelnemen aan een bezoek georganiseerd door een inrichting voor kleuter-, lager of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van internaten en opvanghuizen."

Art. 31. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

"Het museum van de Franse Gemeenschap alsook de musea en museumclusters, erkend of genietend één van de steunmaatregelen bepaald in hoofdstuk 5, bieden gratis toegang :

1. aan alle bezoekers op de eerste zondag van elke maand;
2. aan schoolgroepen, in de gevallen en volgens het tijdschema en de procedures die door de regering zijn vastgesteld overeenkomstig de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het cultureel en kunstonderwijsstraject.

Gratis toegang voor schoolgroepen geeft recht op een financiële vergoeding volgens de door de regering vastgestelde procedures, op voorwaarde dat de betrokken bezoeken een culturele bemiddeling bieden die in overeenstemming is met de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het programma voor culturele en artistieke vorming."

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende de Seniorencommissie*

Art. 32. In artikel 4 van het decreet van 26 mei 2011 tot oprichting van de Seniorencommissie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "de opdracht bedoeld in artikel 3, 1° vervangen door de woorden "de opdrachten bedoeld in artikel 3".

In artikel 6 van hetzelfde decreet worden aan punt 1° de woorden "naar rata van de krachtens artikel 7 aan haar verleende subsidies" toegevoegd.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende de filmsector*

Art. 33. In het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de film- en audiovisuele creatie wordt aan artikel 45, §2, laatste lid, het volgende toegevoegd: "naargelang de subsidiabele uitgaven betrekking hebben op het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd, dan wel op een nieuw audiovisueel werk dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 46, 1° tot 4°".

Art. 34. In artikel 47, §1, 1°, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de film- en audiovisuele creatie, wordt de laatste zin vervangen door hetgeen volgt:

"Voor de toepassing van dit lid worden de aankoop en de huur tegen betaling van het audiovisuele werk op een niet-lineaire televisiedienst die op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wordt uitgezonden, beschouwd als bioscoopbezoek."

Art. 35. In artikel 51, § 3, van het decreet van 10 november 2011 inzake steun aan cinematografische en audiovisuele creatie, worden de woorden "pay-per-view verhuur" vervangen door de woorden "pay-per-view aankoop en verhuur".

TITEL III. — *BEGROTINGSBEPALINGEN*HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende de centralisatie van de thesaurie van St'Art*

Art. 36. Artikel 18 van het decreet van 4 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

"Dit artikel is ook van toepassing op de S.A. St'Art."

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de oprichting van een autonome boekhoudkundige dienst voor niet-schoolse infrastructuur*

Art. 37. De Algemene dienst Patrimonium en beheer van de onroerende goederen van het secretariaat-generaal vormt een administratieve dienst met een autonome boekhouding in de zin van artikel 2, 5° van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap. Deze dienst staat onder het rechtstreekse gezag van de regering.

Art. 38. De Administratieve dienst met autonome boekhouding van de Algemene dienst Patrimonium en beheer van de onroerende goederen van het secretariaat-generaal beschikt over de volgende middelen:

1. elk door de regering bepaald krediet dat ten laste komt van de algemene uitgavenbegroting;
2. opbrengsten uit de vervreemding en de verhuur van door de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie beheerde activa;
3. overdrachten van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie noodgevallen en herschikking;
4. alle andere opbrengsten, zoals schenkingen of legaten.

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling inzake begrotingsfondsen*

Art. 39. In de bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden de in de volgende punten bedoelde fondsen afgeschaft:

1. regel 3: Gemeenschapsactiefonds
2. regel 21: Fonds voor de uitgeverij van boeken (B)
3. regel 22: Fonds voor de toekenning van leningen aan boekhandelaren of verenigingen van boekhandelaren (B)

4. regel 28: Leenfonds voor ambtenaren in dienstactiviteit, gepensioneerden en hun weduwen die een overlevingspensioen ontvangen (C)
5. regel 34: Fonds voor studentenleningen (C)
6. regel 58: Interventiefonds van de Europese Fondsen - Afstandsonderwijs (B)
7. regel 64: Fonds van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind

HOOFDSTUK 4. — *Verlenging van het mechanisme van afwijking van de regels en voorwaarden voor de vereffening van subsidies*

Art. 40. In artikel 2, § 4, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 1 van 7 april 2020 dat afwijkingen toestaat van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de subsidies en de opschorting van de beroepstermijnen in het kader van de door het decreet van 12 november 2020 bevestigde gezondheidscrisis COVID-19, worden de woorden "en tot en met 31 december 2021 voor de vereffening in 2021 van subsidiesaldi" worden vervangen door ", tot en met 31 december 2021 voor de vereffening van saldi van in 2021 vastgestelde subsidies en tot en met 31 december 2022 voor de vereffening van saldi van in 2022 vastgestelde subsidies".

Art. 41. In artikel 16 van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, *Wallonie-Bruxelles Enseignement*, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen, worden de woorden "of 2021" vervangen door ", 2021 of 2022" en de woorden "31 december 2022" vervangen door "31 december 2023".

TITEL IV. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1. — *De vreugde van het leren*

Art. 42. De regering kan aan de gemeenten gelegen in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad een subsidie toekennen voor de organisatie van remediërende en ondersteunende schoolactiviteiten gekoppeld aan sportieve of culturele activiteiten voor leerlingen van het 6de lager tot het 5de secundair onderwijs.

In het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad zijn alleen leerlingen die onderwijs volgen dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, bij deze activiteiten betrokken.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs*

Art. 43. In het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs worden in artikel 2 van de bijlage « Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire » de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden "60 euro" worden vervangen door de woorden "120 euro";
2. de woorden "30 euro" worden vervangen door de woorden "60 euro".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs*

Art. 44. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, wordt in artikel 3 een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Deze inschrijvingsgelden moeten vóór het einde van de inschrijvingsperiode voor de kwalificatie in kwestie per bankoverschrijving worden betaald. Eenmaal betaalde bedragen worden alleen teruggegeven in geval van weigering van inschrijving of in geval van overmacht".

Art. 45. In hetzelfde besluit worden in artikel 6 de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden "30 euro" worden vervangen door de woorden "120 euro";
2. De woorden "15 euro" worden vervangen door de woorden "60 euro".

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen voor de toekenning van werkingssubsidies aan de Territoriale Clusters voor het academiejaar 2022-2023*

Art. 46. In het kader van de oprichtingsfase van de territoriale clusters in de eerste vier maanden van het schooljaar 2022-2023 wordt, voorafgaand aan de dotaties of subsidies bedoeld in artikel 6.2.5-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs om redelijke aanpassingen en de totale permanente integratie te bevorderen, aan elke inrichtende macht van de zetelschool een voorschot in de vorm van een enige forfaitaire premie toegekend om de werkingskosten te dekken.

Deze premie kan bij de regeringsdiensten worden aangevraagd zodra de regering bij besluit tot de oprichting van het territoriale cluster heeft besloten en uiterlijk vóór 1 oktober van het schooljaar 2022-2023.

Het bedrag van dit eenmalige forfaitaire bedrag is vastgesteld op 0,465 euro per leerling die is ingeschreven in de samenwerkende scholen voor gewoon secundair onderwijs in de territoriale cluster.

De bedragen van de aldus toegekende forfaitaire bedragen worden in mindering gebracht op het bedrag bedoeld in artikel 6.2.5-3. van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

TITEL V. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE

Art. 47. In het decreet van 16 april 1991 betreffende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt een artikel 112bis ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 112bis. De personeelsleden die een leerambt of een selectie- of bevorderingsambt met behoud van alle voordelen bekleden, met uitzondering van de directeurs, ontvangen een vergoeding voor het gebruik van hun privé-computer en hun privé-internetverbinding om beroepsdoelinden als terugbetaling van hun eigen kosten, tenzij zij reeds een dergelijke vergoeding genieten op grond van de artikelen 6 en 20 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van het werk van de leden van het onderwijzend personeel en tot toekenning van meer organisatorische flexibiliteit aan de Inrichtende machten.

Deze vergoeding wordt hun toegekend onder dezelfde voorwaarden en nadere regels als deze bepaald in de artikelen 6, § 2, tweede lid, en 20, § 2, tweede lid, van het voornoemde decreet van 14 maart 2019".

TITEL VI. — BEPALINGEN BETREFFENDE SCHOOLGEBOUWEN

Art. 48. In artikel 4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 19 van 4 juni 2020 betreffende het gezondheidsplan in schoolgebouwen in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, zoals bekrachtigd bij het decreet van 9 december 2020 tot bevestiging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 19 van 4 juni 2020 betreffende het gezondheidsplan in schoolgebouwen in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022".

TITEL VII. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET HOGER ONDERWIJS**HOOFDSTUK 1. — Adviseurs voor de hervorming van de initiële lerarenopleiding**

Art. 49. In artikel 47, § 1 en 5, van het programmadecreet van 12 december 2018 betreffende diverse maatregelen in verband met de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsmiddelen, het hoger onderwijs en onderzoek, kinderen, leerplicht en sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur bestemd voor de huisvesting van de Cité des métiers in Charleroi, en de uitvoering van de hervorming van de initiële lerarenopleiding, worden de woorden "tot 2021" vervangen door de woorden "tot 2022".

Art. 50. In artikel 48 van hetzelfde programmadecreet worden de woorden "gedurende de drie volgende academiejaren" vervangen door de woorden "gedurende de zes volgende academiejaren".

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en de controle op de universitaire instellingen.

Art. 51. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en de controle op de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. bij § 1 wordt het volgende lid toegevoegd "In 2022 wordt een bedrag van 3.900.000 euro toegevoegd aan het uit hoofde van de leden 1 tot en met 5 en lid 7 verkregen bedrag.

2. bij § 2 wordt het volgende lid toegevoegd "In 2022 wordt een bedrag van 9.100.000 euro toegevoegd aan het met toepassing van de leden 1 tot en met 5 en lid 7 verkregen bedrag.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 52. Aan artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een paragraaf toegevoegd, die luidt als volgt

"In 2022 wordt een bedrag van 7.000.000 euro toegevoegd aan het met toepassing van de leden 1 tot en met 4 en 6 verkregen bedrag.

HOOFDSTUK 4. — Bepalingen betreffende de studies van de bouwkundige ingenieur

Art. 53. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en de controle op de universitaire instellingen wordt een nieuwe paragraaf 3sexies ingevoegd, luidend als volgt:

"Tijdens de jaren 2021 tot en met 2024 wordt van het bedrag van het variabele deel, verkregen door toepassing van §§ 2 en 4, jaarlijks maximaal 200.000 euro gereserveerd voor de herschikking van de financiering 2017 tot en met 2020 van de studies bouwkundige ingenieur sinds hun integratie in de universiteit, naar de financiering bepaald voor het studiegebied ingenieurswetenschappen en technologie, zoals bepaald in artikel 28.

Het jaarlijkse bedrag wordt vereffend met de laatste maandelijks schijf van de toelage van het betrokken jaar, voor het eerst in januari 2022."

Art. 54. In § 1, eerste lid, 2°, van artikel 159 van het decreet van 31 maart 2004 tot definiëring van het hoger onderwijs, tot bevordering van de integratie ervan in de Europese ruimte voor hoger onderwijs en tot herfinanciering van de universiteiten, worden de woorden ", buiten het diplomerend jaar van bachelor in de ingenieurswetenschappen, oriëntatie burgerlijk ingenieur architect en de master: burgerlijk ingenieur architect," ingevoegd tussen de woorden ", behalve voor de ingeschrevenen in de ingenieurswetenschappen" en de woorden ", die vermenigvuldigd worden met 1,68."

HOOFDSTUK 5. — Bepalingen betreffende de studies inzake medische en tandheelkundige wetenschappen

Art. 55. In het derde lid van artikel 9 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studies geneeskunde en tandheelkunde worden de woorden "van groep B" vervangen door de woorden "van groep B (1e cyclus buiten het diplomerend jaar) en van groep C (diplomerend jaar van de 1e cyclus)".

Art. 56. Aan artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het volgende lid toegevoegd :

"De ingeschreven studenten die betrokken zijn bij de toepassing van de mechanismen bedoeld in het vorige lid, zijn de regelmatig ingeschreven studenten die financierbaar zijn in de zin van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies."

HOOFDSTUK 6. — Indiening van de aanvragen om inschrijving van niet-ingezetenen voor het academiejaar 2022-2023

Art. 57. In afwijking van de artikelen 5 en 9 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, met het oog op het academiejaar 2022-2023, worden de aanvragen tot inschrijving voor een van de opleidingen bedoeld in de artikelen 3 en 7 van hetzelfde decreet, met uitzondering van de opleidingen in de medische en tandheelkundige wetenschappen, elektronisch ingediend volgens de door elk van de betrokken universiteiten en hogescholen vastgestelde procedures.

TITEL VIII. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK**HOOFDSTUK 1. — Herfinanciering van het onderzoek**

Art. 58. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 21septies van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd :

1. er wordt een nieuw paragraaf 3/1 ingevoegd, die als volgt luidt :

" § 3/1. 1.000.000 euro wordt toegevoegd aan het met toepassing van de leden 2 en 3 verkregen bedrag.

Met ingang van het begrotingsjaar 2023 wordt het in lid 1 vastgestelde bedrag overeenkomstig artikel 9bis geïndexeerd.”;

2. in paragraaf 4 worden aan het eerste lid de woorden “en §3/1” toegevoegd;

3. in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden “en § 3/1” ingevoegd tussen de woorden “over een voorstel voor de verdeling van de in § 3 bedoelde financiering” en de woorden “op basis van de volgende gewogen criteria.”.

Art. 59. Artikel 18/5 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van onderzoek door het FNRS wordt aangevuld met twee leden die als volgt luiden :

“Vanaf 2022 wordt een bedrag van 300.000 euro toegevoegd aan de krachtens leden 2 en 3 verkregen subsidie.

Vanaf 2023 wordt dit bedrag aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, berekend volgens de formule: gezondheidsindexcijfer van januari van het betrokken begrotingsjaar / gezondheidsindexcijfer van januari 2022.”.

Art. 60. Artikel 1 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van het onderzoek in de universiteiten wordt aangevuld met twee leden die als volgt luiden :

“Vanaf 2022 wordt een bedrag van 2.300.000 euro toegevoegd aan het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de voorgaande leden.

Vanaf het jaar 2023 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het in lid 5 bepaalde mechanisme.”.

HOOFDSTUK 2. — *Diverse maatregelen inzake onderzoek*

Art. 61. De volgende leden worden toegevoegd aan artikel 47 van het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot schoolgebouwen, begrotingsmiddelen, gezondheid, hoger onderwijs, onderzoek, sport, academische ziekenhuizen, onderwijspersoneel, onderwijs en WBE :

“Voor het jaar 2022 wordt, in afwijking van de bepalingen in de leden 5 en 6, het op grond van lid 4 berekende bedrag verdeeld tussen de FRIA- en FRESH-fondsen en de universiteiten via de FSR- en ARC-fondsen volgens dezelfde verdeling als in 2021 op basis van de leden 5 en 6.

Vanaf het jaar 2023 wordt, in afwijking van de bepalingen van de leden 5 en 6, het bedrag berekend overeenkomstig lid 4 verdeeld tussen FRIA en de FRESH en de universiteiten via FSR en ARC volgens een verdeling identiek aan deze uitgevoerd in 2022 en wordt het aan elk fonds toekomende deel van het bedrag toegevoegd aan de kredieten van elk van de basisartikelen van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap die respectief bestemd zijn voor FRIA, de FRESH, ARC en FSR.”.

Art. 62. In artikel 33 van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, *Wallonie-Bruxelles Enseignement*, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in lid 1 worden de woorden “en laatstejaars doctorandi” ingevoegd tussen de woorden “postdoctorale onderzoekers” en de woorden “wier onderzoek”.

2. In lid 3 worden de woorden “1 juni 2022” vervangen door de woorden “31 december 2022”;

3. In lid 4 worden de woorden “vóór 31 december 2022” vervangen door de woorden “vóór 31 maart 2023”.

Art. 63. In hetzelfde programmadecreet wordt het volgende artikel 34/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 34/1. Indien het met toepassing van artikel 33 toegekende bedrag niet volledig is gebruikt voor steun aan postdoctorale onderzoekers wier onderzoek door de pandemie is vertraagd, kan de begunstigde universiteit het saldo gebruiken om haar laatstejaars doctorandi te steunen onder de in artikel 34/2 bedoelde voorwaarden.

De steun bestaat uitsluitend uit de financiering van een verlenging van de beurs met maximaal drie maanden voor laatstejaars doctorandi die een beurs van de universiteit ontvangen en waarvan de einddatum tussen 1 februari 2022 en 31 december 2022 zou liggen. Laatstejaars doctorandi met een arbeidsovereenkomst die zou aflopen tussen 1 januari 2022 en 31 december 2022 kunnen ook in aanmerking komen voor een verlenging van hun overeenkomst met maximaal 3 maanden.

Verlengingen zullen worden gerechtvaardigd in verband met vertragingen die rechtstreeks het gevolg zijn van de gezondheidscrisis, zoals namelijk :

1. geannuleerde veldopdrachten of internationale opdrachten;
2. verhinderd(e) of vertraagd(e) laboratoriumwerkzaamheden of verzamelen van gegevens;
3. de zorg voor een kind/ kinderen jonger dan 12 jaar wanneer de kinderdagverblijven en scholen gesloten zijn;
4. een tijdelijke onderbreking van de onderzoeksactiviteit om ziekenhuizen of laboratoria bij te staan in de context van de gezondheidscrisis, en geëvalueerd door de onderzoekraden van de universiteiten op basis van het advies van de directeurs van de thesis en het steuncomité van de thesis;
5. een tijdelijke onderbreking van de onderzoeksactiviteit ter ondersteuning van de organisatie van afstandsonderwijsactiviteiten.”.

Art. 64. In hetzelfde programmadecreet wordt het volgende artikel 34/2 ingevoegd

“Elke universiteit organiseert een oproep tot het indienen van aanvragen voor haar laatstejaars doctoraatsstudenten om de toewijzing van haar resterende middelen te bepalen.

In het kader van de oproep tot kandidaatstelling zal de laatstejaars doctoraatsstudent vermelden :

1. hoe en waar zijn onderzoek door de crisis is beïnvloed;
2. de duur van de verlenging van zijn beurs, die niet meer dan drie maanden mag bedragen.

De onderzoekraad onderzoekt de verschillende ontvangen voorstellen en brengt een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag, dat hij voorlegt aan de raad van bestuur van zijn universiteit, die beslist over het al dan niet inwilligen van de aanvraag.

De laatstejaars doctoraatsstudent heeft vanaf de derde werkdag volgend op de kennisgeving van de beslissing tien dagen om een klacht in te dienen bij de raad van bestuur. De klacht moet de elementen uiteenzetten die naar zijn of haar mening door de raad van bestuur niet in aanmerking zijn genomen en die het besluit zouden kunnen wijzigen. In het kader van de klacht mogen echter geen nieuwe elementen worden aangevoerd.

De raad van bestuur heeft 15 dagen om zijn beslissing te bevestigen of te wijzigen.”.

TITEL IX. — BEPALINGEN INZAKE SPORT

Art. 65. In hoofdstuk IV van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap wordt een afdeling III bis ingevoegd met als opschrift “Over de subsidie die de promotie van de sport en de reputatie van de Franse Gemeenschap kan dienen”.

Art. 66. In afdeling III bis, ingevoegd bij artikel 65, wordt het volgende artikel 42/1 ingevoegd :

“Art. 42/1. De regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aan een door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie subsidies toekennen om de organisatie van of de deelneming aan representatieve sportactiviteiten van internationale aard aan te moedigen die de promotie van de sport en de reputatie van de Franse Gemeenschap ten goede kunnen komen, zoals de organisatie van Europese of wereldkampioenschappen die geheel of gedeeltelijk in de Franse Gemeenschap zouden worden georganiseerd.

Onder sportfederatie erkend door de Franse Gemeenschap wordt verstaan de sportfederatie bedoeld in artikel 1, 11° van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap.

De regering bepaalt de berekening en de nadere regels van de subsidie.”.

TITEL X. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE JEUGD

Art. 67. § 1. De regering kan in het kader van een projectoproep subsidies toekennen aan lokale groepen van jeugdbewegingen, zoals bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties.

De oproep tot het indienen van projecten is gericht op de verbetering van de infrastructuur van lokale jeugdbewegingsgroepen om de kwaliteit en de capaciteit van de opvang van verblijven te verbeteren.

De subsidie zal de kosten van de geplande werken geheel of gedeeltelijk dekken, overeenkomstig de in de oproep tot het indienen van projecten vermelde regels.

Bij de verdeling van de subsidies zal rekening worden gehouden met de volgende criteria :

1. de verbetering van de kwaliteit en/of de capaciteit van de accommodatie;
2. de geraamde totale kosten van de werken;
3. de gevolgen van het voorgestelde project voor het milieu.

§ 2. Deze jaarlijkse subsidie van maximaal 20.000 euro per project wordt toegekend voor de jaren 2022 en 2023.

De in paragraaf 1 bedoelde subsidies worden uitbetaald in twee schijven die als volgt worden vastgesteld :

1. een eerste schijf, overeenkomend met 70% van het bedrag van de subsidie, wordt betaald na overlegging van de tussen de begunstigde en de onderneming die de werken uitvoert gesloten overeenkomst;
2. een tweede schijf ten belope van 30% van het bedrag van de subsidie wordt betaald na verificatie en validering van de bewijsstukken waaruit blijkt dat de werken zijn voltooid.

§ 3. In het kader van de in paragraaf 1 bedoelde oproep tot het indienen van projecten dienen plaatselijke groepen van jeugdbewegingen ten minste de volgende documenten te verstrekken :

1. een gedetailleerde beschrijving van de geplande inrichtingswerken en infrastructuur;
2. een begrotingsraming.

De documenten worden via een formulier bij de administratie ingediend. ”.

Art. 68. § 1 De regering kan uitzonderlijke subsidies toekennen aan de in paragraaf 3 bedoelde operatoren die in financiële moeilijkheden verkeren ten gevolge van de gezondheids crisis COVID-19 in de periode tussen 4 december 2021 en 27 februari 2022.

§ 2. Deze uitzonderlijke subsidie kan alleen in het jaar 2022 en onder de door de regering vastgestelde voorwaarden worden toegekend.

§ 3. De operatoren die in aanmerking komen voor een uitzonderlijke subsidie zijn de ontmoetings- en opvangcentra die erkend zijn overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van jeugdhuisen, jeugd- en opvangcentra en jongereninformatiecentra en hun federaties.

TITEL XI. — BEPALINGEN INZAKE GEZONDHEIDSBEVORDERING

Art. 69. Artikel 2, § 2, van het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het *Office de la Naissance et de l'Enfance*, afgekort “ONE”, wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

“De regering beslist over programma’s voor preventieve geneeskunde met betrekking tot neonatale screening op aangeboren afwijkingen en doofheid en tot vaccinaties.”.

Art. 70. Het decreet van 14 juli 1997 betreffende de organisatie van de gezondheidsbevordering in de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

TITEL XII. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE ADMINISTRATIEVE INFORMATICA

Art. 71. In artikel 1, 2°, tweede lid, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende de overheidsonderneming voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt een f) ingevoegd, luidend als volgt: “f) de diensten van het Parlement van de Franse Gemeenschap”.

TITEL XIII. — BEPALING INZAKE JUSTITIEHUIZEN

Art. 72. De regering vergoedt, op de plaats van de dienst, een deel van de kosten die zijn gemaakt voor de toepassing van de code inzake welzijn op het werk van 28 april 2017, boek 1, titel 4 “Maatregelen met betrekking tot het toezicht op de gezondheid van de werknemers” en boek IX “Collectieve bescherming en individuele uitrusting” en die rechtstreeks verband houden met de activiteit van de verdachte op de plaats van de dienst, in het kader van de uitvoering van de werkstraf en de taakstraf.

De regering stelt de nadere regels vast voor de vergoeding van de uit hoofde van lid 1 gemaakte kosten.

TITEL XIV. — BEPALING INZAKE DE STRATEGIE VOOR DE VERALGEMENING VAN HET GEBRUIK VAN CO²-DETECTOREN IN HET ONDERWIJS

Art. 73. De regering kan steun voor de aankoop van CO²-detectoren toekennen aan de inrichtende machten van het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie, alsook aan de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstscholen, naargelang de beschikbare begrotingsmiddelen.

De bedragen worden toegekend in de vorm van een trekkingsrecht, berekend op basis van een forfaitair bedrag per schoolbevolking. De berekeningsmethoden kunnen variëren naar gelang het niveau en het soort onderwijs, naar gelang van de prioriteiten die de regering in het licht van de gezondheidssituatie heeft vastgesteld.

De subsidie wordt toegekend na uitvoering van een risicoanalyse of na een verbintenis tot uitvoering van een dergelijke analyse door de bevoegde preventieadviseur of -diensten en tegen overlegging van het bewijs van aankoop van de in het vorige lid bedoelde uitrusting. De documenten worden met behulp van een formulier bij de administratie ingediend.

TITEL XV. — INWERKINGTREDING

Art. 74. - Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022, met uitzondering van :

Hoofdstuk 5 van titel I, dat met ingang van 1 september 2021 uitwerking heeft;

Hoofdstuk 6 van titel I, dat met ingang van 1 november 2021 uitwerking heeft;

Hoofdstuk 2 van titel III, dat met ingang van de datum van de bekrachtiging van dit decreet uitwerking heeft;

Hoofdstuk 3 van titel III, dat in werking treedt op 1 januari 2023;

Titel V en titel XIV, die met ingang van 1 januari 2021 uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 december 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op *Wallonie-Bruxelles Enseignement*,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2021-2022

Documenten van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 317-1. - Advies ingediend namens de Commissie hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, onderzoek, universitaire ziekenhuizen, sport, jeugd, hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen en de promotie van Brussel, nr. 317-2. - Advies ingediend namens de Commissie onderwijs, nr. 317-3. - Advies ingediend namens de Commissie kind, gezondheid, cultuur, media en rechten van de vrouw, nr. 317-4. - Advies ingediend namens de Commissie algemene zaken, internationale betrekkingen, regeling en controle van de communicaties van de leden van de Regering, nr. 317-5 - Amendementen in de Commissie, nr. 317-6. - Verslag van de commissie, nr. 317-7. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 317-8. - Amendement(en) tijdens de zitting, nr. 317-9 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 317-10

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 15 december 2021.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200383]

19 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des associations visées à l'article 85sexies du Code wallon de l'Habitation durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 85sexies, alinéas 1 et 2, inséré par le décret du 1^{er} juin 2017 et modifiée en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 février 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021;

Vu le rapport du 26 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 71/2021 de l'Autorité de protection des données, rendu le 21 mai 2021;

Vu l'avis n^o 70.477/4 du Conseil d'État, donné le 13 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;